



Institut de
l'ENTREPRISE

Les Français et l'économie

Évaluation des croyances et des connaissances
des Français en économie

Enseignements du sondage IFOP
pour l'Institut de l'Entreprise
Analyse par Nicolas Doze et Pierre Robert



S e p t e m b r e 2 0 2 6



L'Institut de l'Entreprise

Créé en 1975, l'Institut de l'Entreprise est une association à but non lucratif réunissant une centaine d'entreprises de dimension multinationale mais fortement implantées en France.

L'Institut travaille à valoriser le rôle et la place de l'entreprise dans notre société à travers différents programmes.

L'**Agora** orchestre un travail collégial entre dirigeants et parties prenantes sur les grandes transformations et mutations de l'entreprise.

L'**IHEE** accompagne et forme des dirigeants issus de l'entreprise et de ses parties prenantes.

Melchior crée le dialogue entre le monde de l'éducation et celui de l'entreprise afin d'améliorer l'insertion professionnelle des jeunes.

Mentions légales

Document conçu et réalisé par l'Institut de l'Entreprise - 29 rue de Lisbonne, 75008 Paris - 302 655 154 | Directrice de la publication : Flora Donsimoni | Crédit photos : iStockphoto

02

L'été 2026, celui du malentendu budgétaire

Édito d'Erwann Tison

05

Panorama objectif des résultats

11

Les regards croisés de l'enseignant et du journaliste

Nicolas Doze & Pierre Robert

23

Six mesures de « bonne hygiène » publique

25

Annexes

L'été 2026, celui du malentendu budgétaire

Il y a des étés qui semblent anodins et d'autres qui révèlent le sens d'une époque, en juxtaposant des signaux faibles qui, bout à bout, finissent par raconter une histoire. Nul doute que le cru 2026 fera partie de ceux-là. Pendant que l'OAT dix ans, le taux d'intérêt sur la dette française à cet horizon, atteignait des niveaux inédits depuis la crise financière de 2008 (en dépassant 4,3 % au moment où nous rédigeons ces lignes) agitant le spectre d'une violente crise financière, quatre économistes de premier plan présentaient les résultats de leur **mission sur la transparence des finances publiques**. Dans leur rapport, Xavier Jaravel, Xavier Ragot, Jean-Luc Tavernier et Natacha Valla alertent sur la trajectoire suivie par les finances publiques. Ils estiment qu'à politique inchangée, **le déficit public et la dette dériveraient respectivement à 6,8 % et 130 % du PIB, à horizon 2030**. Pour ne serait-ce que parvenir à stabiliser l'endettement (sans même enclencher sa décroissance), ils évaluent que l'ajustement à réaliser devra être d'environ 126 milliards d'euros d'ici là. Un effort inédit dans notre histoire récente, qui ne se fera pas sans douleur.

Une fois le diagnostic réalisé, il faut se poser la question du traitement à adopter. Or, face à une Assemblée Nationale morcelée, dont les principaux acteurs sont en lice pour 2027, il ne faut pas espérer attendre le début du commencement d'un sérieux budgétaire, la campagne présidentielle étant par tradition plus propice à des promesses de cadeaux qu'à des annonces de restrictions. En l'absence d'un « adulte dans la pièce », quand leurs représentants ne sont pas au niveau, l'ultime solution est le recours aux électeurs, qui, s'ils formulent

le souhait de reprendre en main leur destin budgétaire, pourraient infléchir l'offre programmatique des candidats.

C'est ce que l'Institut de l'Entreprise a décidé d'évaluer, en sondant les connaissances et les attentes des Français en matière économique, en partenariat avec l'IFOP, qui les a interrogés sur des thématiques très concrètes (coût d'un salarié pour son employeur, volume du déficit par rapport aux recettes publiques, ventilation de la dépense publique, fiscalité des entreprises, etc.). Si 86 % des sondés ont eu au moins une bonne réponse, la moyenne totale n'est que de 7,3/20. Malgré un intérêt pour les questions économiques avoué par 62 % des répondants, le niveau de compréhension n'est donc pas à la hauteur de l'enjeu. Et c'est d'autant plus inquiétant que derrière cette carence en compréhension se cache une absence de lucidité partagée sur les solutions à déployer pour inverser la tendance budgétaire avant qu'elle ne devienne dramatique. Si 60 % des Français citent — à raison — la baisse (voire la stabilisation) des dépenses publiques comme un objectif, la baisse des dépenses de retraite (pour autant premier poste de la nation, à 420 milliards d'euros en 2026) n'est citée comme un levier prioritaire que par 3 % des répondants, alors que la taxation du patrimoine (53 %) ou des robots et de l'IA (34 %) sont des pistes remportant plus d'adhésion, malgré leurs effets potentiellement délétères sur notre croissance. La notion de « travailler plus », à savoir augmenter la richesse produite chaque année dans notre pays, n'est avancée comme une première solution que par 9 % des répondants, avec de très fortes disparités

selon l'obédience politique. Difficile dans ces conditions, de pouvoir créer un large consensus politique pour renouer avec le sérieux budgétaire.

L'enquête IFOP ne se limite cependant pas à de mauvaises nouvelles : elle apporte aussi des confirmations heureuses, notamment quant à l'image que les Français ont des entreprises. 61 % déclarent avoir confiance en elles pour assurer l'avenir économique de la France, contre seulement 14 % pour les partis politiques. En parallèle, ils ne sont que 13 % à demander une hausse de l'imposition sur les sociétés et 11 % à réclamer une intensification de leur fiscalité globale. Une demande tranchant complètement avec les projets politiques — largement partagés à gauche comme à droite — d'augmenter leur pression fiscale par une surtaxe d'IS ou un relèvement du PFU.

Ce sondage doit donc être perçu comme un espoir. Les Français s'intéressent à l'économie et ont confiance dans leurs entreprises, y voyant le meilleur vecteur de création de richesses et de distribution de la prospérité qu'il faut préserver d'un alourdissement de leur

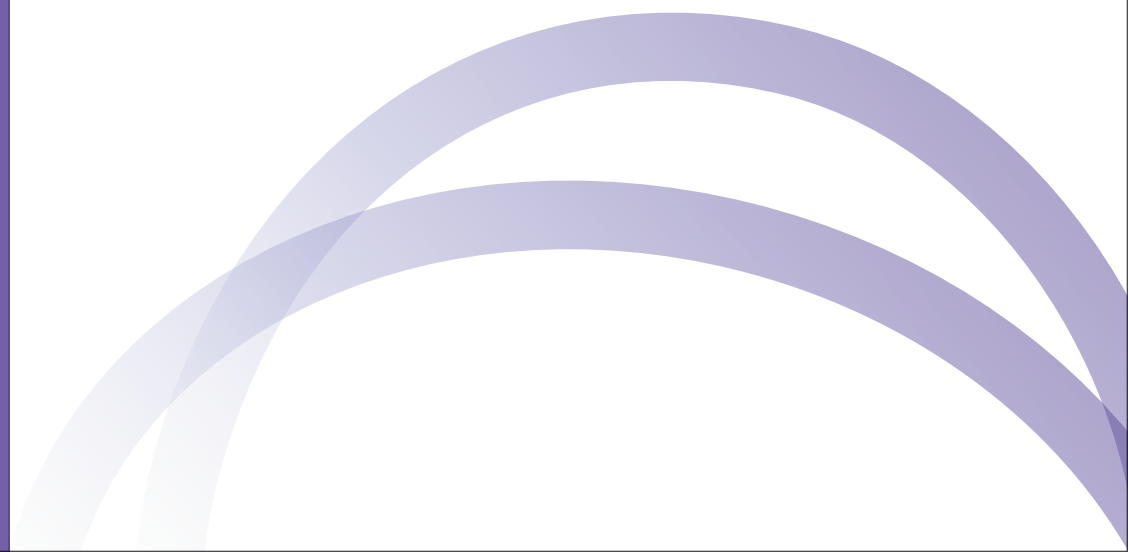
fardeau fiscal. C'est sur cette confiance que doit se construire le projet politique du prochain quinquennat. Le seul problème persistant de nos concitoyens tient à l'appréhension des ordres de grandeur, avec lesquels ils semblent encore fâchés. La campagne présidentielle qui s'ouvre devrait leur permettre de se familiariser avec ces chiffres au point qu'ils infusent dans les esprits. Et si cette épiphanie ne vient pas des candidats eux-mêmes, nul doute que ce sera le marché obligataire qui l'offrira en rappelant notre pays à la raison budgétaire.

Ces résultats riches d'enseignement sont analysés dans cette présente note, à travers une double architecture. D'abord une analyse objective des réponses, établissant les principaux faits du sondage qui peuvent être mobilisés dans le cadre du débat politique à venir. Puis une interprétation de ces résultats, par le croisement des regards de deux transmetteurs de la connaissance économique : celui du pédagogue, avec Pierre Robert (enseignant, auteur de *Fâché comme un Français avec l'économie*), et celui du journaliste, avec Nicolas Doze (éditorialiste à TF1 - LCI).

Erwann Tison

Directeur des études de l'Institut de l'Entreprise

Panorama objectif des résultats



L'analyse du sondage révèle cinq points complémentaires sur l'état de l'opinion en matière de compréhension et d'intérêt économique.

1.1 – L'intérêt ne crée pas la technicité

À première vue, l'intérêt des Français pour l'économie résiste : **62 % se déclarent intéressés**. C'est certes un recul modéré par rapport à l'enquête 2017 (66 %)¹, mais il masque un mouvement plus profond de **polarisation** : les « très intéressés » progressent de 4 points (à 17 %), tandis que les « pas du tout intéressés » doublent (de 6 % à 10 %). En parallèle, près de quatre Français sur dix restent à distance de ces sujets (38 %) et, parmi eux, un sur dix ne s'y intéresse « pas du tout ». **L'économie devient un sujet que l'on investit fortement ou que l'on abandonne, mais qui ne laisse majoritairement pas indifférent.**

La désaffection n'est pas uniformément répartie. Elle se concentre chez les moins de 35 ans (53 % d'intéressés seulement, et 47 % chez les jeunes femmes), et l'intérêt reste fortement stratifié par le diplôme (77 % chez les diplômés de 2e et 3e cycles contre 52 % chez les non-diplômés) comme par le niveau de vie (81 % dans les catégories aisées contre 43 % chez les plus modestes). La chose économique semble donc intéresser en premier lieu ceux à qui elle accorde le plus de gratification.

Côté connaissance déclarée, deux bornes encadrent la culture économique française. Borne haute : entre 76 % et 84 % des Français ont au moins entendu parler de chacune des six notions testées (dette publique, déficit, budget de l'État, PIB, marché du travail, impôt sur les sociétés) montrant qu'il ne semble pas exister d'ignorance lexicale. Borne basse : la

part de ceux qui s'estiment capables d'en expliquer une « clairement et en détail » est systématiquement inférieure à 10 % (de 5 % pour l'impôt sur les sociétés à 9 % pour le PIB). Entre les deux s'étend une culture de la « bonne idée générale » : **tout le monde connaît les concepts, mais presque personne ne veut s'aventurer à en expliquer les mécanismes.**

Dans le détail, la hiérarchie des notions « bien connues » place la dette publique en tête (50 %), devant le déficit (48 %), le budget de l'État (44 %), le PIB (41 %), le fonctionnement du marché du travail (39 %) et l'impôt sur les sociétés (32 %). Ce dernier est l'un des principaux angles morts identifiés par l'enquête, alors même que la fiscalité des entreprises fait l'objet d'un traitement récurrent au sein du débat public. Au total, 67 % des Français estiment bien connaître au moins un sujet, mais 84 % concèdent au moins une lacune.

L'intérêt agit enfin comme un multiplicateur du sentiment de maîtrise. Le sentiment de connaissance est supérieur de 43 à 61 points chez les « très intéressés » par rapport aux « pas du tout intéressés », et les mêmes profils cumulent systématiquement intérêt et aisance déclarée (hommes, dirigeants, diplômés du supérieur, hauts revenus). L'âge introduit cependant une nuance, on observe que l'intérêt croît nettement avec les générations (50 % chez les 18-24 ans, 70 % chez les 65 ans et plus), sans que les plus âgés se sentent pour autant mieux armés.

1.2 – Une maîtrise toute relative des ordres de grandeur

Le second temps de l'enquête soumettait les répondants à six questions factuelles, chacune dotée d'une réponse vérifiable. Le verdict est sans appel, le score moyen s'établit à 2,2 bonnes réponses sur 6,14 % des répondants ne donnent aucune bonne réponse. Rapporté à une notation scolaire, ce score équivaut à une note de **7,3/20**.

La distribution des scores réserve une surprise, sur laquelle la section suivante reviendra : alors que la connaissance perçue variait très nettement selon le sexe, la catégorie socioprofessionnelle ou le diplôme, le score réel fait surtout apparaître des écarts liés au **niveau de vie** (2,4 bonnes réponses en moyenne dans les catégories aisées et les classes moyennes supérieures, contre 1,9 parmi les catégories les plus pauvres).

Question par question, la nature des erreurs est aussi instructive que leur volume :

- **Le salaire net médian** est le repère le mieux connu : 48 % l'évaluent correctement à 2 200 €, mais 42 % le sous-estiment à 1 700 €.
- **Le coût employeur d'un salarié payé 2 200 € net** : 17 % identifient la bonne réponse à 3 700 €, 30 % la surestiment, 53 % la sous-estiment et, parmi ces derniers, 14 % confondent purement et simplement le net et le coût complet.
- **Le déficit de l'État rapporté à ses recettes** : 26 % seulement identifient le bon ordre de

grandeur (40 %, soit 140 € dépensés pour 100 € encaissés). Une majorité (56 %) le situe à 20 % ou moins. Au total, près des trois quarts des répondants sous-estiment nettement ce déséquilibre.

- **Les premiers postes de la dépense** : la dépense, omniprésente dans le débat public, est citée en premier par 35 % des répondants (54 % au total), quand les retraites (pour autant premier poste de la nation) ne le sont que par 23 %.
- **Qui embauche le plus** : 18 % citent les grandes entreprises (bonne réponse) ; 51 % désignent les PME.
- **Le rang mondial de la France en PIB par habitant** : 31 % la situent correctement au 25e rang quand les erreurs se répartissent symétriquement (33 % surestiment, 36 % sous-estiment). Aucune représentation dominante de la position du pays ne se dégage.

Un fil semble relier ces erreurs, **les représentations sont indexées sur l'agenda médiatique**. Les Français surpondèrent ce dont on parle (la défense, par exemple dans les budgets) et sous-pondèrent ce qui est le plus important (l'emploi dans les grandes entreprises, qui s'explique par la persistance de la vision « small is beautiful »). Cette inversion, on le verra, condense l'essentiel du problème démocratique adressé par l'enquête.

1.3 – L'écart entre le ressenti et le réel

L'enseignement le plus structurant du sondage tient dans la superposition de deux cartes qui ne coïncident pas. **La carte de la connaissance déclarée est fortement stratifiée** : 13 à 25 points d'écart entre hommes et femmes selon la notion, des écarts massifs par

diplôme et par catégorie socioprofessionnelle. **La carte des scores réels est quant à elle plate sur ces critères** : hommes et femmes à égalité parfaite (2,2 bonnes réponses chacun), diplôme sans effet mesurable (2,1 à 2,3 du CAP au bac+5). Ce qui discrimine réellement les

¹ Réalisé par l'IFOP pour la Fondation Concorde

scores est ailleurs : le **niveau de vie** (1,9 bonne réponse sous 1 080 € par mois, 2,4 au-delà de 2 262 €) et l'**âge** (2,0 chez les moins de 35 ans, 1,9 chez les femmes de moins de 35 ans). Ce demi-point d'écart entre bas et hauts revenus suggère une hypothèse lourde de consé-

quences : **l'acculturation économique se joue moins à l'école que dans la vie active**. Il est plus facile de comprendre l'économie lorsqu'on est confrontée à une fiche de paie, à la négociation salariale et à la gestion d'un budget.

CONTRE-INTUITIF : QUI TROUVE LA BONNE RÉPONSE SUR LE DÉFICIT ?

La bonne réponse à la question la plus dérangeante de l'enquête (un État qui dépense 140 € pour 100 € de recettes) n'est pas donnée là où on l'attendrait. Elle est davantage citée par les électeurs du Rassemblement national (39 %) et par les habitants des communes rurales (33 %). Les publics réputés éloignés de l'expertise économique sont ceux qui perçoivent le mieux l'ampleur du déséquilibre.

1.4 – Sur les finances publiques, un diagnostic transpartisan, mais des remèdes idéologiques

Interrogés sur les causes du déficit public, **73 % des Français l'imputent à une mauvaise gestion des dépenses publiques** (en recul de 7 points par rapport à 2017), contre 10 % à des rentrées d'impôts insuffisantes (une hausse de 3 points par rapport à 2017, mais un niveau encore faible en rapport à la présence de cette idée dans le débat public) et 6 % à une situation normale.

Ce diagnostic présente une caractéristique rare dans l'opinion française, il est transpartisan et majoritaire dans toutes les familles politiques, et, paradoxalement, le plus répandu chez les sympathisants socialistes (83 %), devant LR (82 %) et le RN (81 %), les Écologistes (71 %), Renaissance (64 %) et LFI (59 %).

Les remèdes, eux, obéissent à une **logique du «tout sauf moi»**. Deux options dominent : baisser ou stabiliser la dépense (60 % de citations, option consensuelle parce que floue) et taxer le patrimoine des plus riches (53 %,

option claire parce qu'elle désigne les autres. Viennent ensuite taxer les robots et l'IA (34 %), travailler plus (20 %), taxer les entreprises (11 %) et, en queue de classement, toucher aux retraites (9 % de citations au total, 3 % en premier), alors qu'il s'agit du premier poste de dépense de la nation (420 milliards d'euros en 2026).

Sur ce dernier levier, le clivage générationnel est spectaculaire : 20 % des moins de 35 ans le citent comme une solution, contre 3 % des 65 ans et plus (1 % seulement en premier levier). Il y a donc un rapport de un à sept sur l'importance de maîtriser cette dépense, entre ceux qui la financent et ceux qui en bénéficient.

Les remèdes sont enfin profondément idéologiques, là où le diagnostic ne l'était pas. La baisse des dépenses va de 31 % (LFI) à 89 % (LR); la taxation du patrimoine de 17 % (LR) à 87 % (Écologistes); «travailler plus» de 5 %

(PS) à 50 % (LR); la taxation des entreprises ne dépasse 21 % que chez LFI (36 %). Seule la taxe «robots et IA» est curieusement transpartisanne (30 à 38 % partout), signe, peut-être,

qu'un impôt sur une richesse qui n'existe pas encore est le seul que personne ne paie.

1.5 – L'entreprise, îlot de confiance

Dans ce paysage de repères brouillés, une institution fait exception. Interrogés sur les acteurs auxquels ils font confiance pour l'avenir économique du pays, les Français **placent l'entreprise seule au-dessus (61 %)**, devant les partenaires sociaux (40 %), une figure providentielle (32 %), les institutions internationales (30 %), les marchés (25 %), le président de la République (23 %), le gouvernement (20 %) et les partis politiques (14 %). Le chiffre le plus structurant est peut-être celui-ci : **72 % font confiance à au moins un acteur économique, contre 28 % à au moins un acteur politique national**. En dépit des critiques émanant d'une partie du spectre politique, c'est bien l'entreprise qui en sort renforcée, quand ce sont plutôt ses détracteurs qui y perdent en crédibilité.

Sur l'impôt sur les sociétés (notion la moins bien maîtrisée de l'enquête), les préférences sont tout aussi nettes. 51 % sont favorables à une baisse, 36 % au statu quo et 13 % à une hausse. **Près de neuf Français sur dix (87 %) refusent donc d'alourdir la fiscalité des entreprises**. L'IFOP corrobore, par ses propres baromètres, une «métamorphose» de l'image de l'entreprise, désormais créditée d'une capacité concrète à agir et qu'il faut donc épargner de toute nouvelle entrave fiscale.

La lecture générationnelle montre que la confiance dans l'entreprise croît avec l'âge, tandis que les jeunes accordent davantage de crédit que la moyenne aux institutions supranationales et aux marchés. Aucun segment n'inverse toutefois la hiérarchie d'ensemble.



Les regards croisés de l'enseignant et du journaliste

Pierre Robert
& Nicolas Doze

L'Institut de l'Entreprise a soumis les résultats à deux acteurs de la pédagogie économique : Pierre Robert, enseignant et essayiste, auteur de « Fâché comme un Français avec l'économie » (éd. Larousse, 2019), et Nicolas Doze, éditorialiste économique sur TFI-LCI parmi les plus écoutés du pays.



Nicolas Doze

Journaliste économique depuis plus de vingt-cinq ans, Nicolas Doze est l'une des voix les plus identifiées et écoutées de la pédagogie économique à la télévision française. Après cinq ans à la tête du service économique de Radio Classique, il rejoint le groupe BFM Business. Il y anime pendant des années l'émission de référence « Les Experts » sur BFM Business. En 2025, il rejoint le groupe TFI - LCI, comme éditorialiste économique. Son style direct, imagé, et pédagogue en fait un vulgarisateur reconnu des questions économiques.



Pierre Robert

Économiste et pédagogue, Pierre Robert a consacré l'essentiel de sa carrière à l'enseignement de l'économie. Il a enseigné pendant de nombreuses années en classes préparatoires économiques et commerciales, ainsi qu'à l'Université de Versailles Saint-Quentin. Il est l'auteur de plusieurs travaux sur les biais de l'enseignement économique au lycée et sur la culture économique des Français. Dans son essai de référence *Fâché comme un Français avec l'économie* (éditions Larousse, 2019), il analyse les causes de la mécompréhension économique des Français et ses conséquences démocratiques et sociales.

Le diagnostic : un pays fâché avec les ordres de grandeur, pas avec l'économie

L'Institut de l'Entreprise — *Commençons par le chiffre qui résume l'enquête : seulement 7,3/20 de moyenne obtenue à notre test. Faut-il en conclure que les Français sont fâchés avec l'économie ?*

Pierre Robert — Non ! Et c'est peut-être la première chose que ce sondage établit. Ils ne sont **ni désintéressés ni hostiles** : 62 % se disent intéressés, et l'entreprise recueille 61 % de confiance. Ce qui leur manque, ce sont les **ordres de grandeur**, sur le budget, sur le coût du travail, sur le tissu productif. Ils raisonnent, souvent avec bon sens, mais sur des masses qu'ils ne maîtrisent pas. Ce que je lis ensuite, c'est une **sur-confiance structurelle** : 67 % croient connaître, mais la moyenne des bonnes réponses n'est que 7,3/20. C'est très exactement le paradoxe de Dunning-Kruger : on s'estime d'autant plus compétent que

l'on mesure mal ce que l'on ignore. Le niveau ne s'est pas amélioré depuis 2017, il reste faible. Mais le résultat qui me trouble le plus est ailleurs : **le diplôme n'est pas discriminant**. Les bac+5 ne répondent pas mieux que les titulaires d'un CAP ou d'un BEP. Pour l'enseignant que je suis, c'est une mise en cause directe de la transmission scolaire, sur laquelle nous reviendrons après.

Nicolas Doze — N'accablons pas les sondés ! Prenez la question du déficit : on interroge les gens sur le déficit « de l'État » quand tout le débat public parle du déficit « public ». La confusion est entretenue jusqu'au sommet. On les interroge en euros quand on leur parle toute

l'année en points de PIB. Sur longue période, j'en suis convaincu, les réponses sont meilleures qu'il y a quinze ou vingt ans : la pédagogie de fond finit par infuser. Je pense que les Français **ne sont pas nuls en économie**, ils ont intuitivement compris la situation, mais ils **refusent de la vivre**. Quinze

ans de crises sans conséquence perçue, la crise de l'euro, le Covid, et le « quoi qu'il en coûte » les ont anesthésiés. Tant que tout semble tenir, pourquoi consentir au sacrifice ?

Pierre Robert — L'objection de méthode est recevable, mais sa portée est limitée. Passe encore pour le déficit, où la confusion des périmètres est réelle. Mais quelle convention statistique explique que 42 % des Français situent le salaire net médian à 1 700 €, ou que 14 % confondent le net et le coût complet d'un salarié ? Sur les ordres de grandeur du quotidien, l'excuse de la formulation ne tient plus.

Nicolas Doze — Nous sommes d'accord. Ce ne sont pas les questions qui fabriquent l'ignorance, c'est l'écosystème qui parle aux Français. J'y reviendrai plus tard.

Nicolas Doze — Nous sommes d'accord. Ce ne sont pas les questions qui fabriquent l'ignorance, c'est l'écosystème qui parle aux Français. J'y reviendrai plus tard.

L'Institut de l'Entreprise — *Le sondage superpose deux cartes : celle de la connaissance déclarée, très stratifiée,*

« Les Français ne sont pas nuls en économie. Ils ont compris la situation, mais ils refusent de la vivre. »

Nicolas Doze

une architecture que personne n'a jamais expliquée aux Français, et qui laisse penser que supprimer deux voitures dans un ministère suffit à corriger le problème. Second mythe, martelé pendant des décennies, la dette de l'État n'aurait rien à voir avec celle d'un ménage. C'est vrai quand elle finance des investissements porteurs d'avenir, mais c'est faux quand elle finance, comme aujourd'hui, les retraites, la santé et l'assurance chômage. C'est dans ce mythe qu'est né l'« argent magique ».

Nicolas Doze —

Puisqu'il faut marteler, martelons. Sur 100 euros de dépense publique, **56 vont au social** ; la défense en pèse 3,20, la justice 0,80. Le régalien est à l'os. On peut supprimer les voitures des ministères, fermer quelques agences et donner moins de réceptions à

l'Élysée, cela ne règle pas **150 milliards de déficit par an**. La dépense de l'État, prise seule, n'a d'ailleurs rien d'aberrant par rapport à nos voisins ; l'écart, ce sont 8 points de PIB (N. B. : un point équivaut à 30 milliards d'euros), dont l'essentiel en dépenses sociales. Il y a **trois cathédrales**, et il n'y en a pas d'autres : les retraites, la santé, l'assurance chômage. Tout programme qui prétend redresser les comptes sans y toucher ne sera que purement cosmétique.

« Nous brûlons en dette l'équivalent de la fortune de la famille Arnault, chaque semestre. »

Pierre Robert

Pierre Robert — Je me répète, mais il est important de rappeler que cette année, la **charge d'intérêts est devenue le premier poste du budget de l'État**. L'encours de la dette augmentera d'environ **160 milliards en 2026**. Nous brûlons donc l'équivalent de la fortune de la famille Arnault chaque semestre (celle que certains veulent saisir pour financer nos dépenses), et encore cette fortune n'est-elle pas du liquide, mais l'outil de travail de quelque cent cinquante mille salariés.

L'Institut de l'Entreprise — *Pourquoi la baisse des dépenses de retraite est un sujet tabou ?*

Nicolas Doze — Parce que chacun se projette ! Le jeune de vingt-cinq ans se dit que, si l'on rabote la pension du retraité de

soixante-quinze ans aujourd'hui, on rabotera la sienne demain. C'est le même **non irrationnel** que sur la fiscalité de l'héritage, dont une majorité de Français pourtant non concernés refuse d'entendre parler. Les retraites sont devenues un totem, une statue de marbre intouchable pour l'opinion et les élus.

Pierre Robert — L'histoire des réformes confirme l'intuition de Nicolas. Aucune réforme mettant en scène **l'âge légal** n'est passée sans heurts. La réforme Touraine, jouant

sur la durée de cotisation, moins visible, est passée plus facilement parce qu'elle se concentrait sur ce point. Le tabou se contourne mieux qu'il ne s'affronte, ce qui ne dispense pas de la vérité des chiffres. La réintégration des retraites des fonctionnaires, longtemps fondues dans la dépense de l'État, révèle un déficit du régime supérieur d'une **quarantaine de milliards** à l'affiché, selon les travaux de Monsieur Beaufret. Cela ne change rien au déficit public, mais cela améliore la sincérité du débat.

L'Institut de l'Entreprise — *Le tabou tient aussi à un mot : la retraite serait un « salaire différé », donc un droit intouchable. Comment sortir de cette impasse ?*

Nicolas Doze — Le salaire différé n'est pas une notion totalement fausse, c'est un principe assurantiel, et il faut le prendre au sérieux. La vraie question est ailleurs : qu'est-ce qui relève de **l'assurance**, qui doit être financée par des cotisations, et qu'est-ce qui relève de la **solidarité**, qui doit être financée par l'impôt ? Il arrive un moment où l'on ne peut plus se contenter de changer de payeur, comme on croit pouvoir le faire avec la TVA sociale ou la CSG. Il faudra **alléger la facture globale**. Et le seul moyen d'y parvenir, en plus d'augmenter le taux d'emploi, la seule chose qui sauvera l'économie française, c'est de décaler l'âge de départ à la retraite. En conservant, malgré tout, un âge légal, car la durée de cotisation n'est pas un élément suffisant pour piloter une nation.

Pierre Robert — Signe que le réel avance, le sujet déborde désormais la presse économique. Cet été, Le Canard enchaîné lui-même titrait « La dette en feu ». Quand la presse satirique s'empare des finances publiques, c'est que le poison lent commence à produire des symptômes visibles. Il est nécessaire d'élargir la focale, parce que l'état des finances publiques n'est que le symptôme des **déficiences de l'offre**. Les Français travaillent moins que leurs voisins, les jeunes entrent trop tard sur le marché du travail, les seniors en sortent trop tôt et les actifs sans emploi sont insuffisamment incités à en retrouver un. La productivité stagne ; la croissance potentielle est tombée à **0,5 % en 2026**, selon la Banque de France. Deux références éclairent le fond du problème : Jérôme Fourquet sur la disparition de la centralité du travail, « très important » pour 60 % des sondés en 1990, contre 25 % aujourd'hui, et Maxime Sbaihi sur une génération Z convaincue que « le travail ne paie plus », quand le financement des retraites représente **28 % d'une fiche de paie**. Tous ces problèmes se répondent les uns aux autres et ont pour racine le ralentissement de la productivité et le trop grand poids de nos dépenses sociales.

L'Institut de l'Entreprise — *Le déni est-il pour autant total ?*

Pierre Robert — Non, et heureusement. Le sondage OpinionWay pour Les Échos paru le 9 juillet place la dette et les déficits parmi les enjeux qui compteront le plus pour **41 % des Français**, devant l'environnement, 37 % (même si nous étions en pleine

canicule), alors que l'enjeu était absent des scrutins de 2017 et de 2022. La prise de conscience est très polarisée, passant de l'enjeu numéro un de l'électorat de l'ex-majorité présidentielle, à très minoritaire chez les électeurs de Jean-Luc Mélenchon. Et un second sondage OpinionWay, pour la Fondapol, indique que **88 % des Français estiment que le niveau d'endettement**

L'entreprise et la chaîne des responsabilités

L'Institut de l'Entreprise — Le sondage réserve pourtant une bonne nouvelle : 87 % des Français refusent d'alourdir la fiscalité des entreprises. Victoire ?

Nicolas Doze — Victoire, oui ! Et je pèse le mot. Le basculement est spectaculaire, et c'est le fruit d'années de répétitions et d'études sur le sujet. Sur les impôts de production, sur le coin entre le brut et le net et sur cette idée désormais installée que **l'entreprise crée la richesse avant que quiconque puisse la redistribuer**. Les 61 % de confiance en découlent logiquement. On protège ce dont on comprend l'utilité.

Pierre Robert — Je partage le constat, pas la sérénité. La victoire est **fragile et ambiguë**. On fait confiance à « l'entreprise », mais 53 % veulent taxer davantage le patrimoine des plus riches, et le « small is beautiful » persiste. 51 % croient, par exemple, que les PME embauchent le plus. La taxation du patrimoine est plébiscitée à gauche, de 73 à 87 %, et loin d'être marginale ailleurs. Il y a là

actuel pourrait conduire à une crise majeure dans les prochaines années.

Nicolas Doze — Bon diagnostic global, refus des solutions concrètes, « **des efforts pour tous, sauf pour moi** ». C'est la queue de comète du « quoi qu'il en coûte ». Et pour la campagne qui s'ouvre, c'est un problème fondamental, un terreau idéal pour des solutions populistes, simplistes et inopérantes.

de quoi nourrir un programme qui épargnerait « l'entreprise » en abstrait tout en frappant ceux qui la possèdent, la financent et la font grandir. L'entreprise doit être traitée comme **un contre-feu à entretenir, non comme un acquis**.

L'Institut de l'Entreprise — À qui la faute, alors ?

Nicolas Doze — La France a la connaissance en économie qu'elle mérite ! N'accablons pas les Français, mais la chaîne de ceux qui leur en parlent. **L'école** avec des manuels centrés sur la lutte des classes quand les manuels allemands enseignent le business plan, et le poids de certains syndicats jusque dans les directions de collections. **Les médias**, et j'en suis, je balaie devant ma porte. Les questions simplistes tournées en boucle, « faut-il taxer les riches ? », et le réflexe permanent du « que peut faire l'État ? ». **Les politiques**, enfin, avec des sophismes énoncés en quinze

mots qui exigent 1 500 mots de démenti. La fièvre folle autour du débat sur la taxe Zucman et la supposée inégalité fiscale dans le pays du monde qui redistribue le plus au monde, en a été la démonstration éclatante.

L'Institut de l'Entreprise — Les médias jouent-ils encore ce rôle de filtre ?

Nicolas Doze — C'est la question qui fâche. Nous faisons le constat dans la profession que nous ne sommes plus en concurrence entre nous, mais avec le temps d'attention des réseaux sociaux. Cela nous pousse à reprendre les codes, quitte à verser dans le spectaculaire. Résultat, plus c'est énorme, plus ça marche, et le monde appartient aux beaux parleurs, et une ânerie a besoin de trente secondes pour exister, et de trois minutes pour être démontée. Le média devrait être **un filtre du débat, il en est devenu le porte-voix**. Tant que cette asymétrie commandera l'antenne, le filtre ne tiendra pas.

Pierre Robert — Mon dossier à moi, c'est le « **socle d'erreurs manifestes** » des élites, allant de la taxe sur les petits colis et son fiasco, à l'encadrement des loyers, et la CDHR. C'est toujours la même mécanique. On lance une mesure symbolique avec un rendement dérisoire et une communication

maximale, mais des dégâts durables sur la confiance et la croissance.

L'Institut de l'Entreprise — Vous voyez beaucoup d'exemples de cette défaillance autour de vous ?

Pierre Robert — Beaucoup de familles en font l'expérience quand la conversation dégénère entre les moins de trente ans et leurs aînés. Parmi les premiers, à qui le lycée a pour tant transmis quelques notions d'économie, beaucoup soutiennent Jean-Luc Mélenchon, qui affirme, s'il était élu, qu'il pourrait se rendre à la Banque de France pour y supprimer la part de la dette publique qu'elle détient. Pour reprendre ses propres termes : « il suffit de prendre les titres et de les foutre au feu ». Sans conséquence, ajoute-t-il, puisque personne ne s'en apercevrait. La proposition tient en quinze mots ; la démentir exige l'encadré ci-dessous. C'est exactement le problème.

Nicolas Doze — Cet exemple est emblématique des enjeux du débat public. Le temps que des économistes sérieux comme Olivier Blanchard, Jean Tirole et Philippe Agihion démontent l'idée de la France Insoumise, celle-ci a déjà fait trois fois le tour des plateaux et a marqué l'opinion dans des proportions plus importantes que son démenti.

ANATOMIE D'UN SOPHISME : « BRÛLER » LES TITRES DE LA BANQUE DE FRANCE

Le fait. 18 % de la dette publique française sont bien détenus par la Banque de France : elle a racheté ces titres dans le cadre de l'Eurosystème, sous la houlette de la BCE, lors de la phase dite de « quantitative easing » — aujourd'hui close, car sa poursuite nourrirait l'inflation.

Première conséquence. Annuler ces titres de sa propre autorité serait une trahison de tous nos engagements européens. Nos partenaires ne pourraient qu'en tirer les conséquences, jusqu'à exclure la France de la zone euro, puisqu'elle en aurait rejeté la discipline.

Deuxième conséquence. Cette rupture de confiance surviendrait au plus mauvais moment : la France a absolument besoin de continuer à emprunter pour financer des déficits qui ne disparaîtront pas par magie. Qui acceptera de prêter, et à quel taux, à un État qui ne respecte plus sa parole ?

Troisième conséquence. L'opération n'aurait de sens que comme étape vers le retour au maniement sans limite de la planche à billets, moyen le plus sûr de générer une très forte inflation dégradant à grande vitesse le pouvoir d'achat des Français.

Quatrième conséquence. Face à une dette, il y a toujours une contrepartie : si on la supprime, quelqu'un est lésé. La Banque de France, privée des intérêts qu'elle percevait, ne reverserait plus de dividendes à l'État ; les habitants de ce pays seraient collectivement lésés, à moins, in fine, de confisquer les titres que les Français détiennent via leur assurance-vie, et de ruiner la classe moyenne.

Dire que tout cela serait « sans conséquence » est donc grossièrement faux. Mais sans un minimum d'éducation économique, on ne s'en aperçoit pas. Et si une grande partie de ceux qui sortent du système scolaire ne s'en aperçoit pas, c'est le signe que l'enseignement de l'économie doit être revu de fond en comble.

L'Institut de l'Entreprise — L'école peut-elle changer ?

Pierre Robert — L'Éducation nationale reste une « **forteresse** », malgré l'infléchissement des programmes obtenu par Philippe Aghion, et les manuels demeurent défavorables à l'entreprise. Trente ans de métier m'ont montré des enseignants souvent prisonniers d'un logiciel — Marx, Keynes,

Durkheim, Bourdieu — où l'on organise des débats entre élèves dépourvus des connaissances de base et des ordres de grandeur. Cela meuble une classe, cela ne la forme pas.

Nicolas Doze — Sur ce point encore, nous sommes tristement d'accord : la pédagogie « **ne passe pas** », malgré des années d'efforts par toutes les voies. Le faible écho

des travaux des économistes les plus sérieux de ce pays le prouve assez tristement.

L'Institut de l'Entreprise — La défiance n'atteint-elle pas aussi les acteurs les plus crédibles ?

Pierre Robert — Si, et c'est le nœud du problème. Une étude de la Banque de France montre que **46 % des Français considèrent que les chiffres officiels ne traduisent pas la réalité de leur vie**. C'est le vieux procès de la moyenne et de l'indice des prix. La confiance dans ceux qui délivrent l'information économique est en miettes, des journalistes politiques aux partis en passant par les économistes. Les « communs » ont explosé sous les coups des réseaux sociaux, devenus des lieux d'éclatement de la vérité, et lorsqu'en 2019 un ministre de l'Économie prend publiquement la plume contre l'Insee sur le pouvoir d'achat, le message envoyé est qu'il n'y a plus rien de sacré. Nous devons nous battre pour continuer à préserver la crédibilité de certaines grandes institutions, l'Insee en tête, pour continuer à avoir un débat public s'appuyant sur des faits tangibles et sourcés.

L'Institut de l'Entreprise — Pierre Robert, dans vos réflexions vous remplacez ces défaillances dans le temps long.

Pierre Robert — **Cinquante ans de laxisme budgétaire**, oui. En économie ouverte, le politique a perdu la main sur l'appareil productif ; prisonnier de la tradition

française de primauté du politique sur l'économie, il continue pourtant de « diriger » l'économie avec les seuls leviers qui lui restent : le déficit, l'endettement et la fiscalité. Souvent dépourvu lui-même de culture économique, il s'accommode fort bien de l'ignorance du plus grand nombre. **La démagogie fait élire**, citons par exemple la retraite à 60 ans et les 35 heures, **quand le discours de vérité fait perdre les élections**. Au fond, la responsabilité des émetteurs du discours chez Nicolas, celle des décideurs chez moi sont les deux faces d'une même défaillance des élites, dont les Français sont moins les coupables que les héritiers. Faute de repères fiables et partagés, il n'existe plus de compréhension commune de la situation. Dans une opinion fragmentée, l'incohérence prospère. Nous voulons « en même temps » une chose et son contraire, en comptant sur l'État pour résoudre la contradiction.

L'Institut de l'Entreprise — Faut-il voir dans les carences des élites une absolution de la responsabilité des citoyens ?

Pierre Robert — Une circonstance atténuante, plutôt. À leur décharge, on n'a jamais expliqué aux Français qu'avec le choix inavoué d'une « **France sans usine** », ce que Jérôme Fourquet et Laurent Davezies appellent la « sphère présentielle » allait prendre toute la place, la « sphère productive » étant réduite à une peau de chagrin par le déclin de l'industrie et l'immense plan social subi de fait par l'agriculture. Cette perte de substance n'est pas le fruit d'un choix éclairé de la majorité, c'est un pari des décideurs,

effectué dans le cadre de la mondialisation avec la conviction que, dès qu'une activité se banalise, il en émerge de nouvelles, technologiquement plus avancées, que nous contrôlons. Ce pari reposait sur l'idée que notre avance technologique resterait éternelle et que nous garderions la maîtrise pendant que d'autres fabriqueraient pour nous. L'idée qui a longtemps prévalu était celle d'une incessante noria : dès qu'une activité se banalise, il en émerge de nouvelles, technologiquement plus avancées, que nous contrôlons. Or, la Chine devenue usine du monde

Le chemin pour 2027 : transformer la lucidité en débat de qualité

L'Institut de l'Entreprise — Comment composer avec cette situation pour 2027 ?

Nicolas Doze — D'abord refuser le découragement. **Ce constat sonne comme une opportunité.** L'intérêt pour l'économie existe, et l'acteur de confiance est identifié (l'entreprise). Dans ces conditions, on peut construire quelque chose. En politique comme en amour, l'intérêt est un terrain plus fertile que l'indifférence. C'est donc une opportunité d'y planter le début du commencement d'un constat économique partagé. Et la dette a fait son apparition dans la hiérarchie des enjeux de 2027, contre une absence totale en 2017 et 2022. Les conditions d'un discours de vérité économique sont réunies, à deux exigences près, la simplicité et le concret.

fabrique pour nous. Ce calcul s'est révélé dramatiquement faux, et nous en subissons collectivement les conséquences : emplois productifs remplacés par des emplois publics, déficit commercial récurrent, système social conçu dans un tout autre contexte, dette abyssale. Difficile d'expliquer à nos compatriotes que tout cela est la conséquence logique d'un processus qu'ils subissent, qui ne leur a jamais été présenté clairement, mais pour lequel ils ont voté ces 40 dernières années.

Pierre Robert — Le sondage nous dit aussi où se jouera la campagne. Le diagnostic fait consensus, mais les remèdes restent profondément idéologiques. 2027 **ne se jouera donc pas sur le diagnostic, mais sur les solutions.** D'où la nécessité d'un socle factuel transpartisan préalable, émis par l'Insee et d'autres instituts crédibles.

Nicolas Doze — Parce que le vrai problème n'est pas technique, il est de **« votabilité »** ! Les solutions sont connues, documentées : la durée d'indemnisation du chômage, les désindexations, la TVA, l'âge de départ. L'Espagne les a actionnées après 2010, l'Allemagne en 2003-2004. Mais tous ces leviers impliquent un **appauvrissement transitoire de dix à quinze ans** que rien, aujourd'hui, ne rend politiquement votable.

Pierre Robert — J'ose une analogie avec Matrix : on nous tend aujourd'hui trois pilules bleues : la faute aux immigrés, la faute aux riches, le *business as usual* à peine assorties de corrections paramétriques, mais aucune **pilule rouge**, celle qui ramenait Néo, le héros du film, à la réalité. Le premier qui la proposera sera étiqueté dans la seconde « candidat de l'austérité », comme on ne présente jamais un économiste libéral en plateau sans le flanquer de son épithète « ultra-libéral ».

L'Institut de l'Entreprise — Vous en tirez deux scénarios.

Nicolas Doze — **Soit l'ajustement est choisi :** pluriannuel, porté dans la durée par une incarnation charismatique capable d'en assumer le coût politique. **Soit il est subi,** sous contrainte de

« Soit l'ajustement est choisi et porté dans la durée, soit il sera subi sous contrainte de marché. »

Nicolas Doze

marché : un incident de crédit, puis une BCE qui arrive avec sa « liste de courses » qui ne fera plaisir à personne. Les rapports successifs documentent la marche à suivre : concentrer l'effort en début de période, un coût de l'inaction en 2027 jugé réhibitore, un endettement décrit comme un « poison lent » exposant à un ajustement brutal et désordonné. Jusqu'à ne pas exclure une **« année blanche »** de désindexation dès 2027, quand 3 % des Français envisagent de toucher aux retraites ! **Tout l'écart que le**

débat public doit combler tient dans ces deux chiffres. Et souvenez-vous des épiphanies par la contrainte : le nucléaire redécouvert par le risque de blackout, la climatisation par la canicule. Voilà ce qui arrivera si personne ne s'en charge.

Pierre Robert — Un mot d'abord sur le second scénario : le marché a commencé à l'écrire. Le 18 août dernier, le rendement de l'OAT à dix ans s'est hissé au-dessus de **4,10 %** ; l'écart avec l'Allemagne est remonté

autour de **85 points de base**, alors même que Berlin a relâché son orthodoxie budgétaire et accru ses propres besoins d'emprunt. Et l'Italie, pourtant plus endettée, emprunte désormais un peu moins cher que la France à cinq, dix et trente ans : Rome a ramené son déficit autour de 2,9 % du PIB,

contre plus de 5 % chez nous. Les investisseurs ne regardent pas seulement le stock de dette, ils regardent la trajectoire, et la nôtre leur paraît hors de contrôle. Je place encore mon espérance vers le premier scénario. À court terme, tout repose sur un candidat qui saura **trouver les mots et la méthode pour ouvrir les yeux des électeurs**, épaulé par les entreprises, pour contrer les discours dominants.

L'Institut de l'Entreprise – Le débat budgétaire semble se tourner vers une « année blanche » de désindexation. Ce serait acceptable ?

Pierre Robert — Une tribune de Serge Guérin et Vincent Touzé, parue fin juillet dans Les Échos, pose bien les termes. Depuis 2022, les revalorisations de pensions — près de **14 %** — ont pesé lourdement sur le budget de l'État, réduisant les marges de manœuvre pour résorber déficit et dette. Les auteurs regardent le modèle suédois, où les pensions suivent les salaires moins une norme de productivité de 1,6 point; la France décrochant en productivité depuis le Covid, la règle n'y est guère transposable telle quelle. Restent des pistes praticables : une **désindexation partielle et progressive** au-delà d'un certain niveau de pension, sur le modèle de la modulation déjà pratiquée via la CSG; une mesure du coût de la vie tenant compte des besoins propres à chaque âge, santé et dépendance pour les retraités, logement, enfants et cotisations pour les actifs; le relèvement du **taux d'emploi** des seniors comme des jeunes, inférieur de 16 points à celui de l'Allemagne pour ces derniers; et j'y ajoute, bien sûr, l'introduction d'une **dose de capitalisation**. Aucune réponse uniforme ne conciliera à elle seule stabilité macroéconomique, justice sociale et crédibilité budgétaire. Mais c'est précisément le genre de menu qu'un candidat lucide pourrait mettre sur la table.

L'Institut de l'Entreprise – L'OAT sera-t-elle le juge de paix de la campagne ?

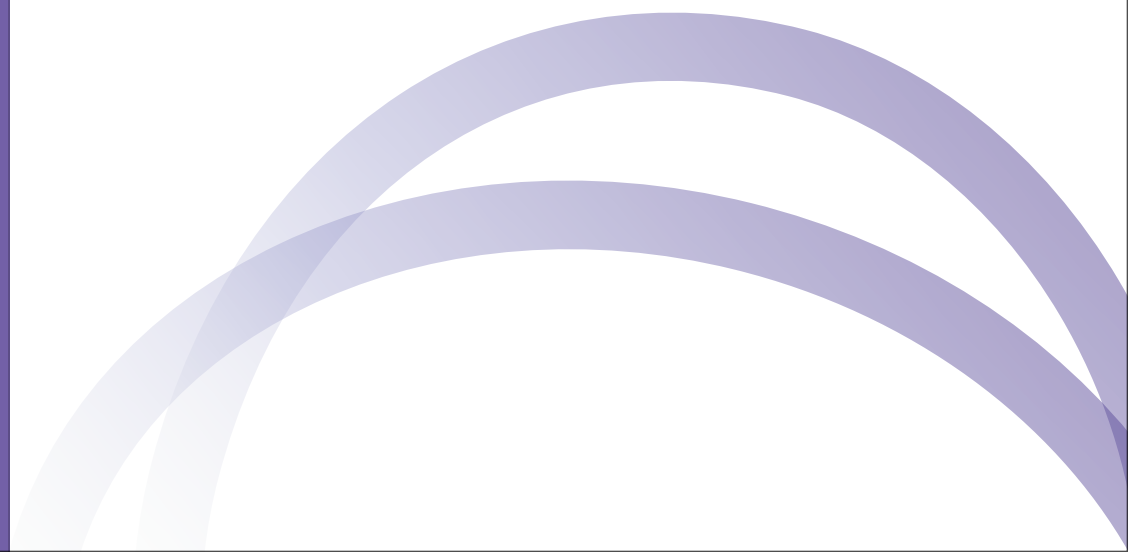
Nicolas Doze — Les seuils sont connus. L'Agence France Trésor le dit à 4 % c'est une bascule psychologique qui est franchie, nous sommes passés au-delà de 4,2 % contre 3,6 il y a quelques mois. À **5 % début décembre**, la campagne change de visage et les propositions changent de nature. À condition de rendre la chose audible : mes confrères économiques comprendront la gravité, mais les journalistes politiques qui animeront les grands débats, eux, percevront mal ce qui sépare 4,1 de 5. À 7 %, la question ne se pose plus, c'est la tutelle. Un pays ne fait pas faillite (on ne va pas envoyer une lettre de licenciement à la population), il fait défaut. Et un incident de crédit ne prévient pas. La séquence se joue en cinq jours, avec des réponses aussi fulgurantes que la dégradation : des points de TVA en plus ajoutés en urgence, un *haircut* de 20 % sur les pensions, une baisse des traitements des fonctionnaires de 15 % et une assurance-vie bloquée trois mois renouvelables. Ces pistes ne relèvent pas de science-fiction, elles ont déjà été observées dans d'autres pays. Une image, pour finir : une seule année d'intérêts de notre dette représente, peu ou prou, ce que la France prévoit d'investir pour construire six EPR en vingt ans. C'est aussi cela que révèle la hausse de l'OAT, notre préférence pour financer les dépenses du passé, plutôt que de préparer l'avenir.

SIX MESURES DE « BONNE HYGIÈNE » PUBLIQUE

Les enseignements du sondage poussent nos deux experts à proposer **six** mesures de « bonne hygiène » publique pour le débat présidentiel, véritable boussole permettant de capitaliser sur l'intérêt des Français pour faire passer, de la façon la plus douce possible, les mesures d'ajustement nécessaires :

- Imposer dans la campagne un « kit de repères » sur les cinq masses qui commandent tout : budget de l'État vs dépense publique, super-brut, poids des retraites et de la santé, charge de la dette, qui embauche. Ce kit devra être sans cesse mobilisé par les médias pour « fact-checker » les propositions des candidats et de leurs relais.
- Exiger des candidats des chiffrages en ordres de grandeur plutôt que des mesures symboles ainsi que des études d'impact de leurs propositions à court, moyen et long terme;
- Imposer politiquement à toute proposition d'un candidat d'exposer ses effets à court, moyen et long terme, positifs comme négatifs : pour chaque mesure, qui gagne, qui perd, quels effets secondaires se cachent derrière les effets recherchés — ce qui se voit et ce qui ne se voit pas. Un SMIC porté à 2 000 € ou un encadrement des loyers font quelques gagnants immédiats et beaucoup de perdants différés; c'est précisément ce que l'électeur doit pouvoir lire sur le tract qu'il recevra en avril;
- Appuyer et prolonger la recommandation du rapport sur les finances publiques d'institutionnaliser la publication d'une trajectoire « à politique inchangée », en la déclinant en version grand public;
- Mobiliser l'entreprise comme média de confiance et lieu d'acculturation économique en permettant aux entreprises volontaires d'organiser en leur sein des cellules d'enseignement des notions économiques de base;
- Continuer d'investir le temps long scolaire, en continuant le travail opéré depuis 2019 sur le développement des initiatives visant à réconcilier les élèves avec l'économie réelle.

Annexes



A.1 – Note méthodologique

Étude Ifop pour l'Institut de l'Entreprise réalisée par questionnaire autoadministré en ligne du 24 au 26 juin 2026 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Pour un échantillon de cette taille, la marge d'erreur est comprise entre 1,4 et 3,1 points selon le pourcentage observé.

Les comparaisons avec 2017 renvoient à l'étude Ifop-Fiducial pour la Fondation Concorde, menée par questionnaire autoadministré en ligne du 6 au 10 octobre 2017 auprès de 1 003 personnes. Seules les questions reprises à l'identique sont comparées ; les écarts signalés doivent être interprétés avec prudence, le dispositif d'ensemble n'étant pas strictement identique à celui de 2017.

A.2 – Perceptions vs réalités

Le tableau croise chaque perception mesurée par l'Ifop avec le chiffre correspondant, issu du sondage lui-même ou du rapport sur la transparence des finances publiques.

Le repère	Ce que répondent les Français (Ifop, juin 2026)	Ce qu'établissent les données
Salaire net médian	42 % le situent à 1 700 €	2 200 € net par mois (48 % de bonnes réponses)
Rang de la France en PIB par habitant	Réponses dispersées : 33 % surestiment, 36 % sous-estiment	25e rang mondial (31 % de bonnes réponses)
Déficit de l'État rapporté à ses recettes	56 % l'estiment à 20 % ou moins ; près des trois quarts le sous-estiment	40 % : 140 € dépensés pour 100 € de recettes (26 %)
Premiers postes de la dépense publique	La défense citée en premier par 35 % ; les retraites par 23 % seulement	Santé et retraites (22 %). Rapport : retraites de 354 à 401 Md€ et santé de 273 à 313 Md€ d'ici 2030
Coût employeur d'un salarié à 2 200 € net	53 % le sous-estiment ; 14 % le confondent avec le net	Environ 3 700 € (17 % de bonnes réponses)
Qui embauche le plus	51 % citent les PME	Les grandes entreprises (18 % de bonnes réponses)
Trajectoire de la dette	3 % envisagent de toucher aux retraites ; 60 % misent sur « la baisse des dépenses » en général	À politique inchangée : déficit à 6,8 % du PIB et dette au-delà de 130 % en 2030 ; charge de la dette de 78 à 124 Md€ (+59 %)

A.3 – Le sondage in extenso

Les résultats détaillés (rapport Ifop complet et synthèse analytique) sont reproduits ici et dans un fichier annexe.



Contacts Ifop

Frédéric DABI
Directeur Général Opinion Groupe Ifop
frederic.dabi@ifop.com

Marie-Agathe DEFFAIN
Chargée d'études sénior – Expertise Société
marie-agathe.deffain@ifop.com



La culture économique des

Français :

niveau d'intérêt, connaissances et
acteurs de confiance pour assurer
l'avenir économique de la France

Septembre 2026

01

La méthodologie

02

Les résultats de l'étude

- A. Le niveau d'intérêt et d'aisance à l'égard des questions économiques
- B. Les repères des Français sur la situation économique de la France
 - 1. La France dans le monde
 - 2. L'état des finances publiques
 - 3. L'entreprise en tant qu'employeur et contribuable
 - 4. Bilan : le niveau de connaissances globale en économie
- C. Acteurs et leviers pour stimuler l'économie française

03

Les principaux enseignements



Méthodologie

Échantillon

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1 000** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

Méthodologie

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil

Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du **24 au 26 juin 2026**.

Précision relative aux marges d'erreur

Taille d'échantillon	INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCES						
	Pourcentage observé						
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%	
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5	
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1	
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5	
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3	
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1	
1 500	1,1	1,5	2,0	2,3	2,4	2,5	
2 000	1,0	1,3	1,8	2,0	2,2	2,2	
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8	

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-contre.

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **3000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,1**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,9% et 11,1%.

POUR CITER CETTE ÉTUDE, IL FAUT UTILISER A MINIMA LA FORMULATION SUIVANTE :

« Étude Ifop pour l'Institut de l'Entreprise réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 24 au 26 juin 2026 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. »

Aides à la lecture

Les différences significatives

🟢 ➡ **XX%** / **XX%** : le résultat apparaît en **rouge** lorsqu'il est significativement inférieur à la moyenne, en **vert** lorsqu'il est significativement supérieur à la moyenne. Les différences significatives sont indiquées au seuil de confiance de 95%. En d'autres termes, il y a 95% de chances que l'écart constaté ne soit pas dû au hasard mais à une réelle différence de perception.

NB : Par convention, quel que soit le sens « qualitatif » de l'écart, la couleur verte marque systématiquement un résultat supérieur à la moyenne de l'échantillon et la couleur rouge un résultat inférieur à la moyenne de l'échantillon.

Les comparatifs

< / > : La comparaison avec 2017 porte uniquement sur les questions reprises à l'identique et donc jugées comparables. Les écarts signalés comme significatifs indiquent des différences suffisamment nettes pour qu'elles soient peu susceptibles d'être dues au hasard de l'échantillonnage et qu'elles traduisent vraisemblablement une différence réelle d'attitude ou de comportement entre les deux mesures.

Ces écarts doivent toutefois être interprétés avec prudence : seules quelques questions ayant été reprises, ces dernières ne s'inscrivent par conséquent pas dans un dispositif d'enquête strictement identique à celui de 2017.

Rappel de la méthodologie du comparatif

Etude Ifop-Fiducial pour la Fondation Concorde, menée auprès d'un échantillon de 1 003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 6 au 10 octobre 2017, selon la méthode des quotas.

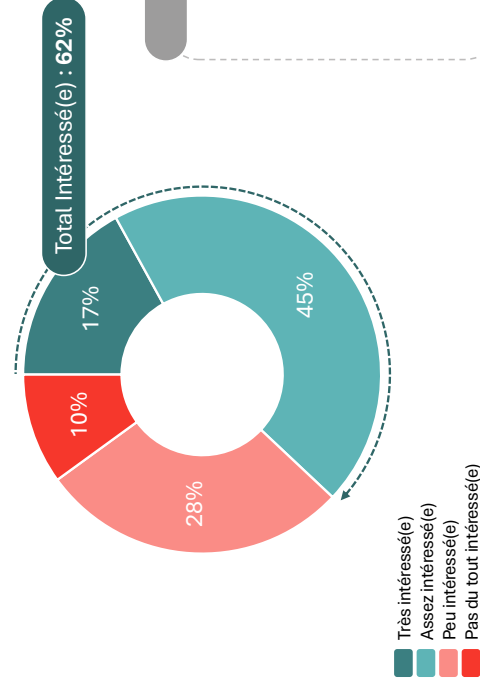
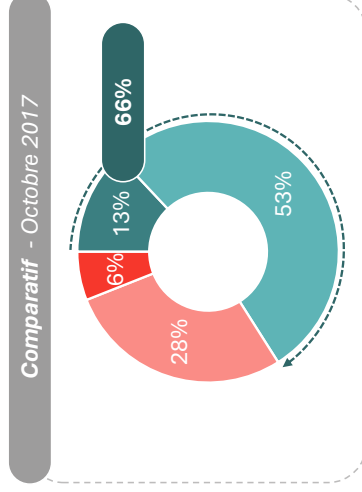


A

Le niveau d'intérêt et d'aisance à l'égard des questions économiques

L'intérêt pour les questions économiques

Questions : « Diriez-vous que vous êtes très intéressé(e), assez intéressé(e), peu intéressé(e) ou pas du tout intéressé(e) par les questions économiques ? »*



L'intérêt pour les questions économiques

– Focus selon le profil sociodémographique

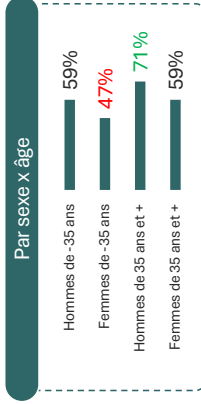
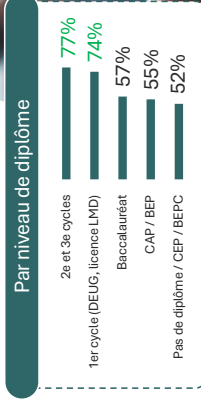
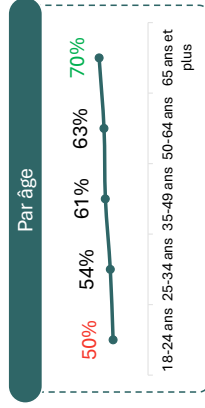


Zoom

Questions : Diriez-vous que vous êtes très intéressé(e), assez intéressé(e), peu intéressé(e) ou pas du tout intéressé(e) par les questions économiques ?*

Qui sont les Français qui déclarent être intéressés par les questions économiques ?

(Ensemble : 62%)

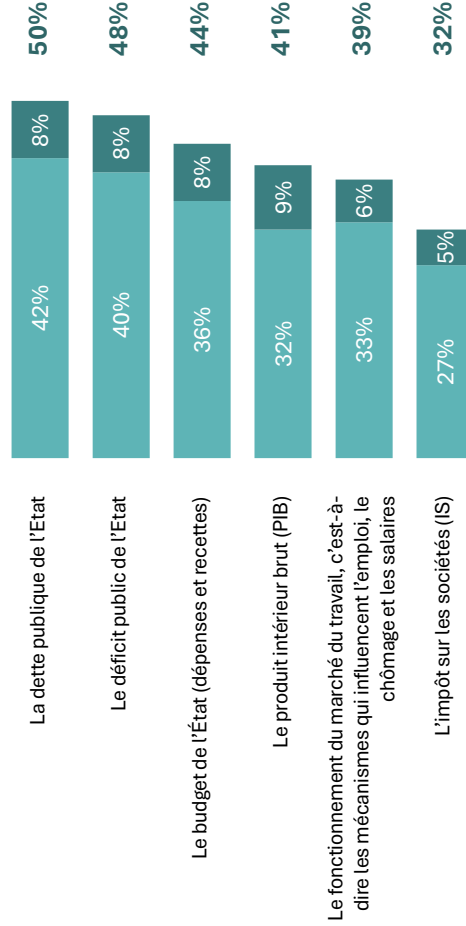


*En 2017, l'intitulé exact de la question était : « Et diriez-vous que vous êtes très intéressé, assez intéressé, peu intéressé ou pas du tout intéressé par l'économie en général ? »

L'auto-évaluation de son niveau de connaissance sur diverses notions économiques

Questions : Diriez-vous que vous connaissez très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal chacune des notions suivantes relatives à l'économie ?

Total Bien



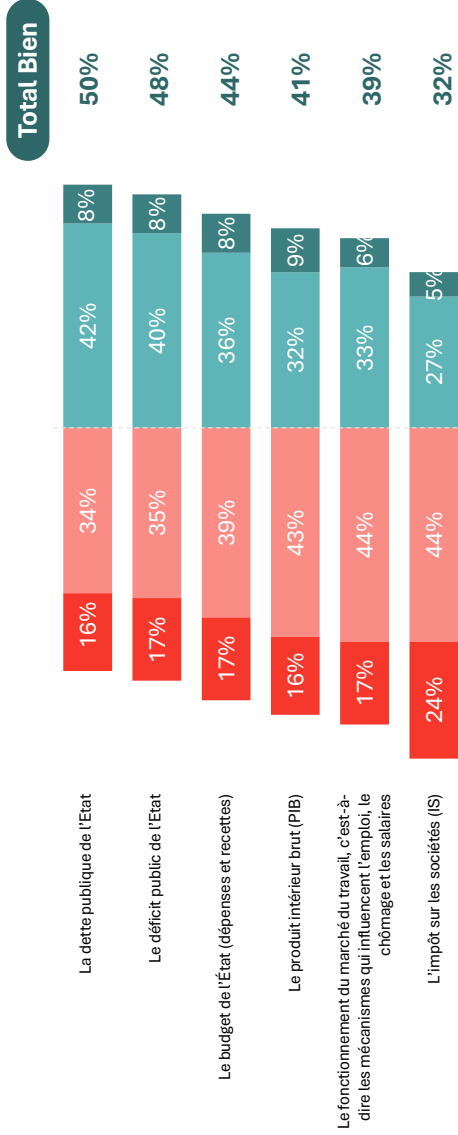
67%

des Français estiment avoir une très bonne ou plutôt bonne connaissance d'au moins un de ces sujets

■ **Très bien** (vous pourriez l'expliquer clairement et en détail à quelqu'un)
 ■ **Plutôt bien** (vous en avez une bonne idée générale, même si vous ne maîtrisez pas tous les détails)

L'auto-évaluation de son niveau de connaissance sur diverses notions économiques - Détail

Questions : Diriez-vous que vous connaissez très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal chacune des notions suivantes relatives à l'économie ?



- Très bien (vous pourriez l'expliquer clairement et en détail à quelqu'un)
- Plutôt bien (vous en avez une bonne idée générale, même si vous ne maîtrisez pas tous les détails)
- Plutôt mal (vous en avez une idée vague et vous auriez du mal à l'expliquer)
- Très mal (vous ne connaissez pas ou quasiment pas cette notion)

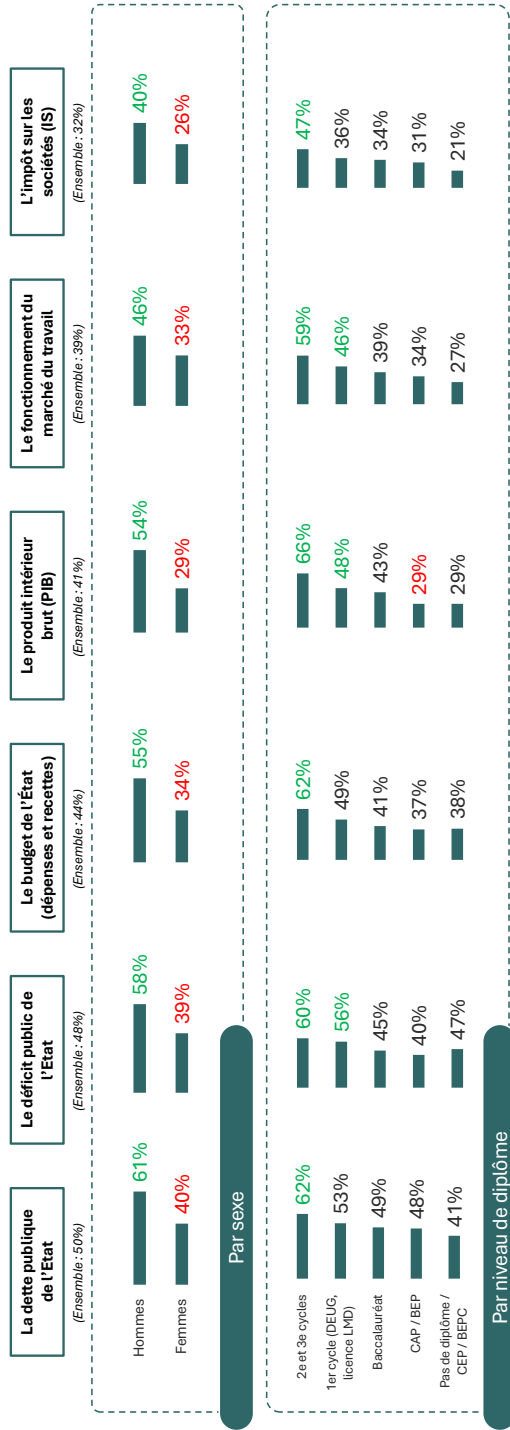


L'auto-évaluation de son niveau de connaissance sur diverses notions économiques – Focus selon le profil sociodémographique (1/2)



Questions : Diriez-vous que vous êtes très intéressé(e), assez intéressé(e), peu intéressé(e) ou pas du tout intéressé(e) par les questions économiques ?

Qui sont les Français qui déclarent avoir une très bonne ou plutôt bonne connaissance de chacun de ces sujets ?



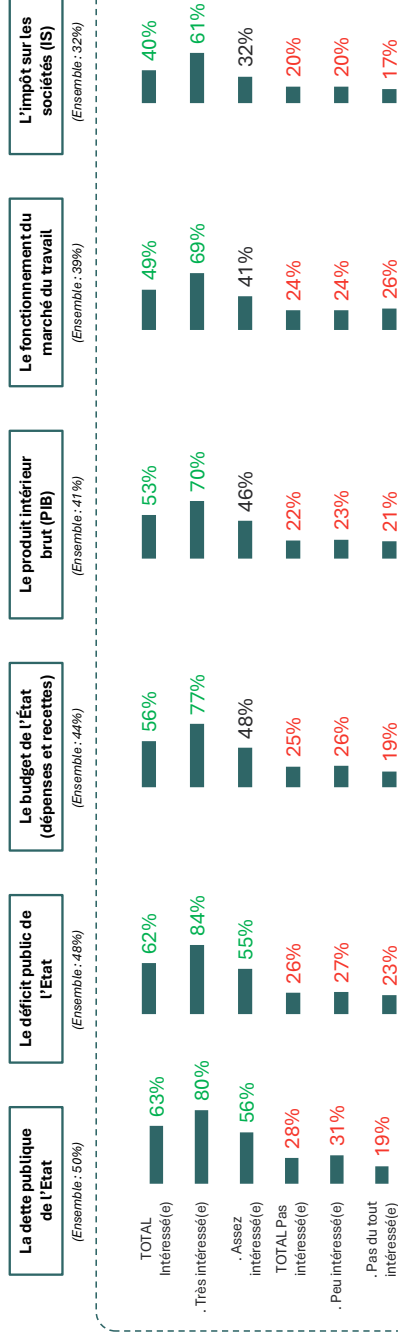
L'auto-évaluation de son niveau de connaissance sur diverses notions économiques – Focus selon le profil sociodémographique (2/2)



Zoom

Questions : Diriez-vous que vous êtes très intéressé(e), assez intéressé(e), peu intéressé(e) ou pas du tout intéressé(e) par les questions économiques ?

Qui sont les Français qui déclarent avoir une très ou plutôt bonne connaissance de chacun de ces sujets ?



Par intérêt déclaré pour les questions économiques



B

Les repères des Français sur la situation économique de la France

B

Les repères des Français sur la situation économique de la France

1. La France dans le monde

2. L'état des finances publiques
3. L'entreprise en tant qu'employeur et contribuable
4. Bilan : le niveau de connaissances globale en économie

Le rang supposé de la France en matière de PIB par habitant

Question : Le produit intérieur brut (PIB) par habitant est un indicateur qui mesure la richesse produite dans un pays, sur une période donnée, et divisée par le nombre d'habitants de ce pays. Il permet de comparer les pays entre eux et d'établir un classement selon le niveau moyen de richesse produite par habitant (du plus élevé au moins élevé).

D'après vous, à quelle place du classement mondial se situe aujourd'hui la France au regard du PIB par habitant ? (La 1ère place correspond ici au pays avec la richesse la plus élevée par habitant).



Bonne réponse

Ainsi ...



Ont surestimé le rang de la France



L'ont correctement estimé



L'ont sous-estimé

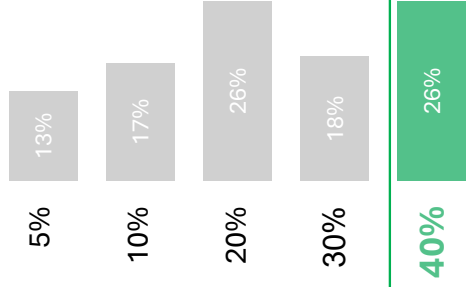
B

Les repères des Français sur la situation économique de la France

1. *La France dans le monde*
2. **L'état des finances publiques**
3. *L'entreprise en tant qu'employeur et contribuable*
4. *Bilan : le niveau de connaissances globale en économie*

La connaissance du montant du déficit de l'État en 2026

Question : On parle de déficit de l'État lorsque les dépenses de l'État sont supérieures aux recettes de l'État. Dans ce cas, l'État dépense trop par rapport à ce qu'il obtient. Selon vous, en 2026, combien représente le déficit de l'État par rapport à ses recettes, c'est-à-dire la part des dépenses en trop par rapport à ses recettes (ce dont il dispose) ?



Bonne réponse

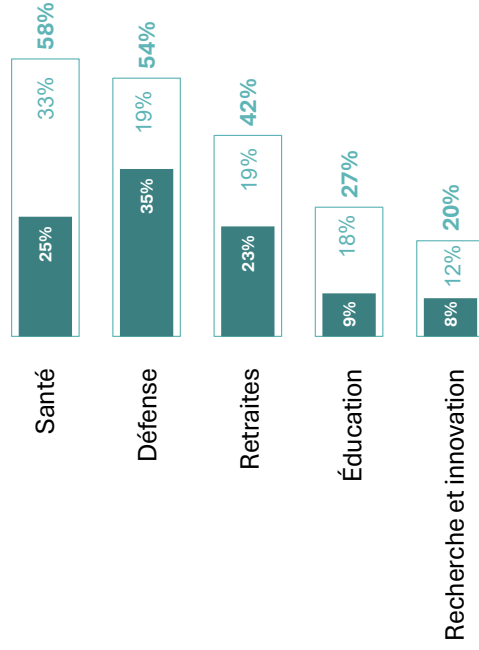
Citée davantage par ...



La connaissance des deux principaux postes de dépenses de l'État

Question : D'après vous, quels sont, parmi les postes suivants, ceux qui représentent les dépenses les plus importantes pour l'État ? En premier ? Et en second ?

■ Cité en premier □ Cité en second ■ Total des citations



Bonne réponse

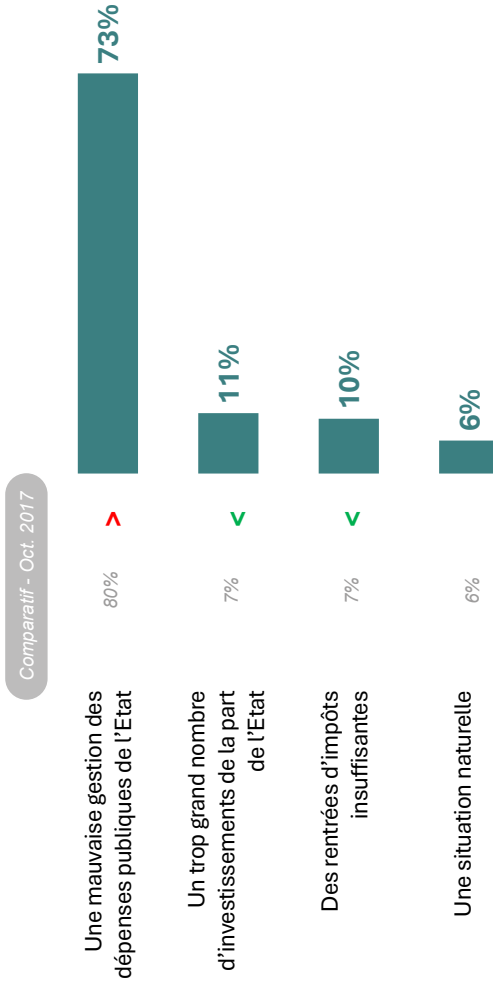
22%

Ont correctement cité **les retraites et la santé** comme les deux postes de dépenses les plus importants de l'État

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

L'évaluation des causes du déficit public annuel

Question : D'après vous, à quoi sont dus les 5% de déficit public annuel de la France ?*



*En 2017, l'intitulé exact de la question était : « D'après vous, à quoi correspond les 3% de déficit public annuel de la France ? »

L'évaluation des causes du déficit public annuel

- Focus selon le profil sociodémographique

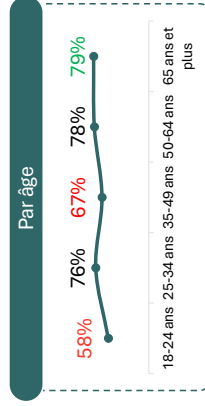
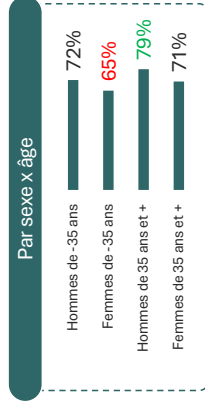
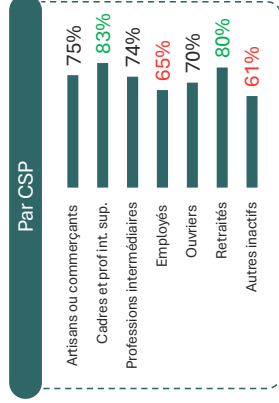
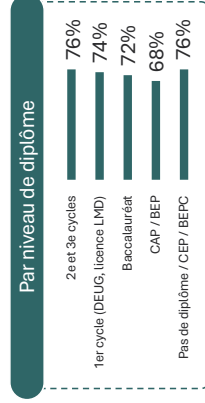


Zoom

Question : D'après-vous, à quoi sont dus les 5% de déficit public annuel de la France ?*

Qui sont les Français qui ont mentionné « la mauvaise gestion des dépenses publiques de l'Etat » ?

(Ensemble : 73%)



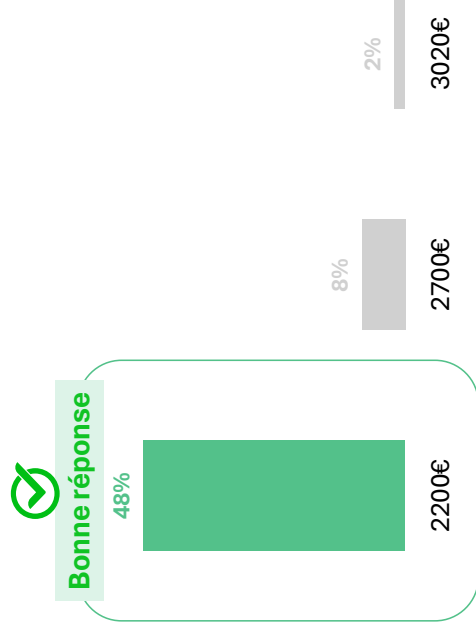
B

Les repères des Français sur la situation économique de la France

1. La France dans le monde
2. L'état des finances publiques
- 3. L'entreprise en tant qu'employeur et contribuable**
4. Bilan : le niveau de connaissances globale en économie

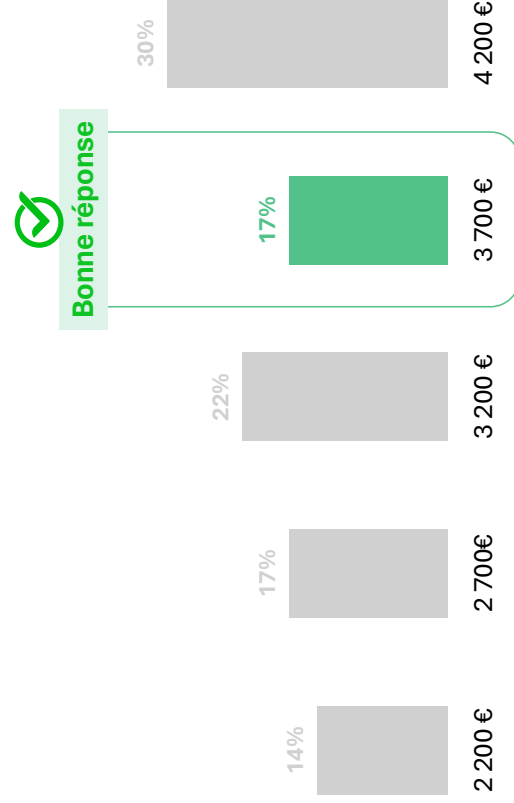
La connaissance du montant du salaire net médian

Question : Le salaire net médian est le salaire qui partage l'ensemble des salariés en deux : la moitié gagne moins, l'autre moitié gagne plus. Selon vous, à combien s'élève environ le salaire net médian par mois en France ?



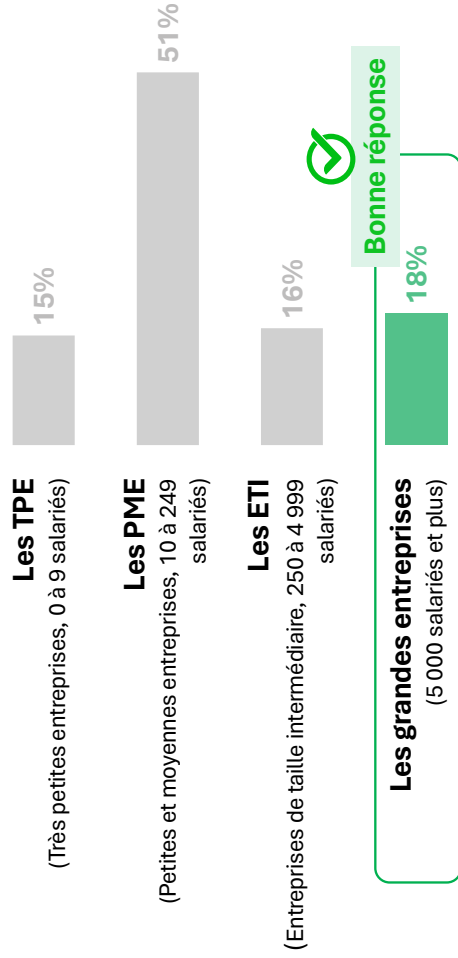
L'estimation du coût pour l'employeur de la rémunération d'un salarié

Question : Un salarié qui touche 2 200 €, nets par mois reçoit cette somme sur son compte. Selon vous, combien coûte à son employeur un salarié payé 2200€ net, tout compris (cotisations sociales, charges patronales incluses) ?



La connaissance du type d'entreprise embauchant le plus en France

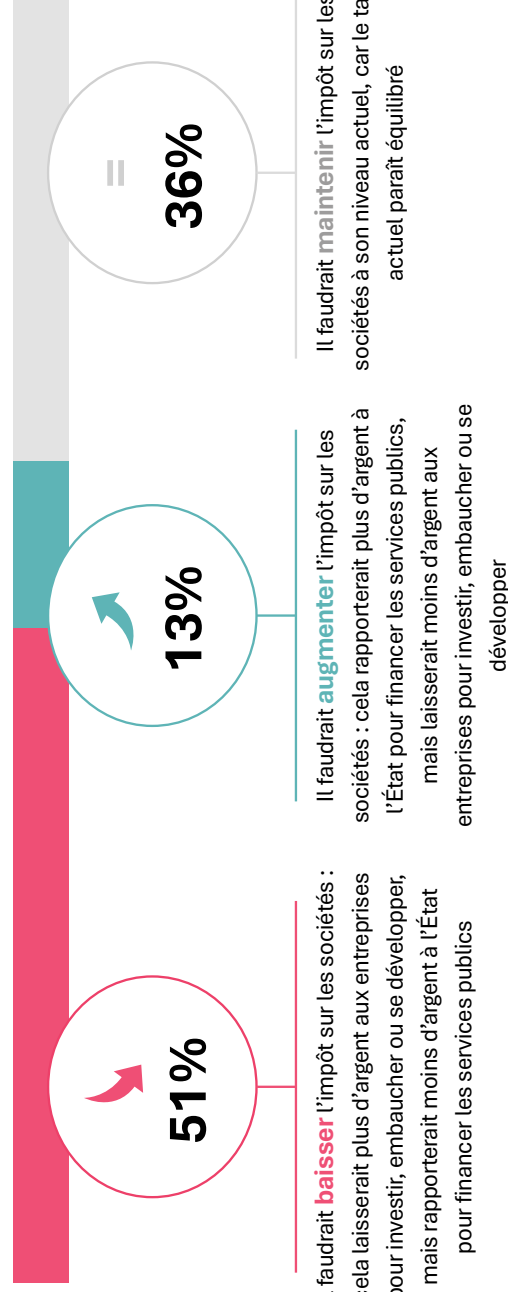
Question : Selon vous, quel type d'entreprise embauche le plus en France ?



Le positionnement à l'égard du taux d'impôt sur les sociétés

Question : Les bénéfices des entreprises réalisés en France sont aujourd'hui normalement taxés à 25% (c'est le taux d'IS : impôt sur les sociétés). Donc sur 100€ de résultat (bénéfice), l'Etat prélève 25€.

Concernant l'impôt sur les sociétés, vous personnellement, avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?



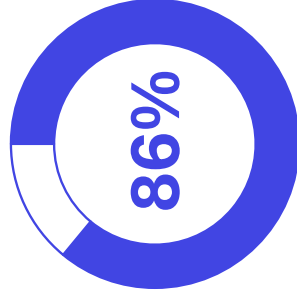
B

Les repères des Français sur la situation économique de la France

1. La France dans le monde
2. L'état des finances publiques
3. L'entreprise en tant qu'employeur et contribuable

4. Bilan : le niveau de connaissances globale en économie

Le niveau de connaissance globale en économie



✓ des Français ont donné au moins 1 bonne réponse

À l'une des 6 questions de connaissances posées dans le cadre de cette enquête :

- Le rang supposé de la France en matière de PIB par habitant ;
- La connaissance du montant du déficit de l'État en 2026 ;
- La connaissance des deux principaux postes de dépenses de l'État ;
 - La connaissance du montant du salaire net médian ;
- L'estimation du coût pour l'employeur de la rémunération d'un salarié ;
- La connaissance du type d'entreprise embauchant le plus en France.

2,2 bonnes réponses en moyenne

Question avec la plus importante part de bonnes réponses : **La connaissance du montant du salaire net médian** (48% de bonnes réponses)

Question avec la plus faible part de bonnes réponses : **L'estimation du coût pour l'employeur de la rémunération d'un salarié** (17% de bonnes réponses)

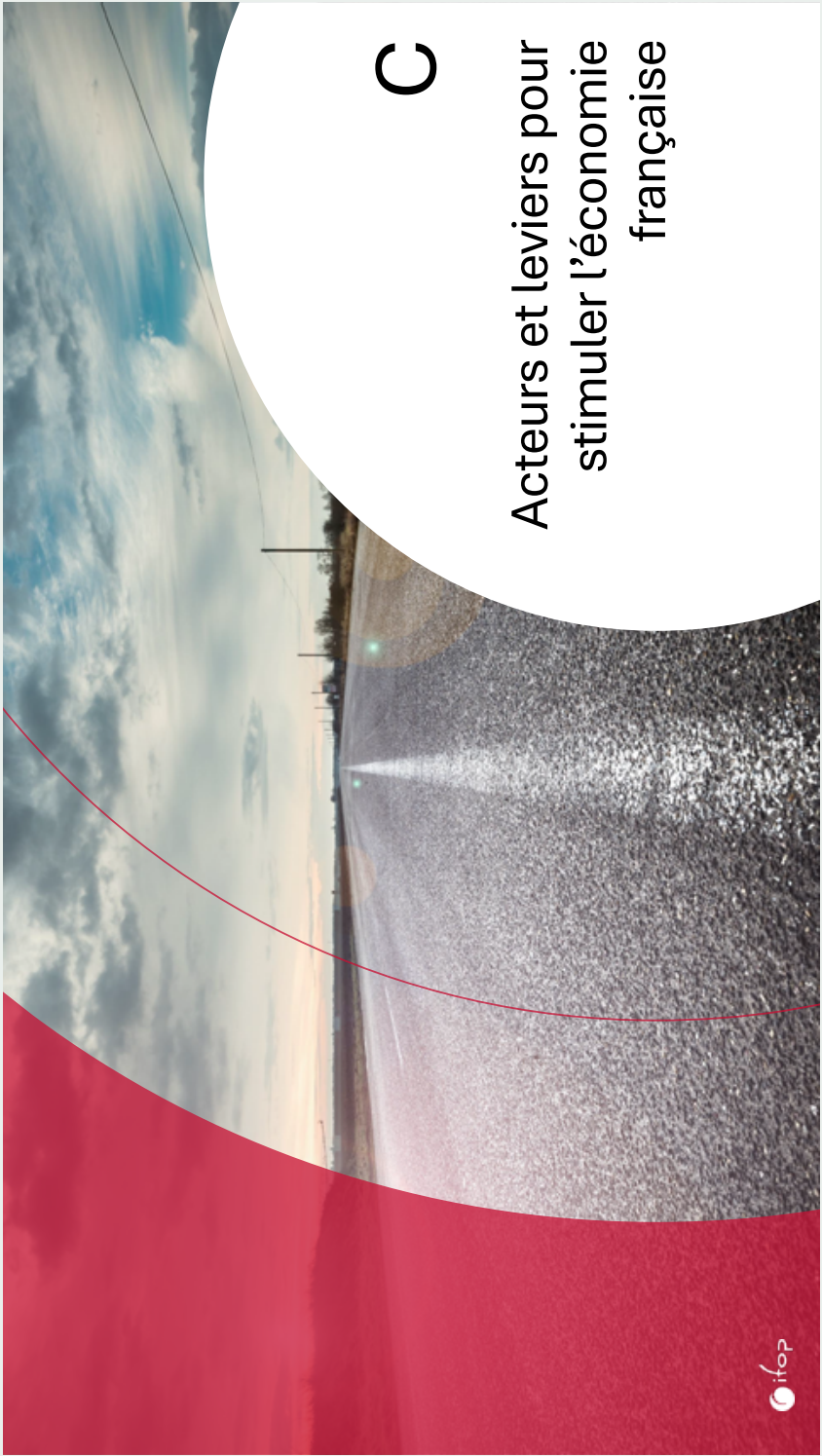
Zoom sur les répondants ...

Ayant donné **le plus de bonnes réponses** :

- + Cat. aisées (nombre moyen : 2,4/6)
- + Cat. moy. sup (nombre moyen : 2,4/6)

Ayant donné **le moins de bonnes réponses** :

- Moins de 35 ans (nombre moyen : 2,0/6)
- Cat. pauvres (nombre moyen : 1,9/6)

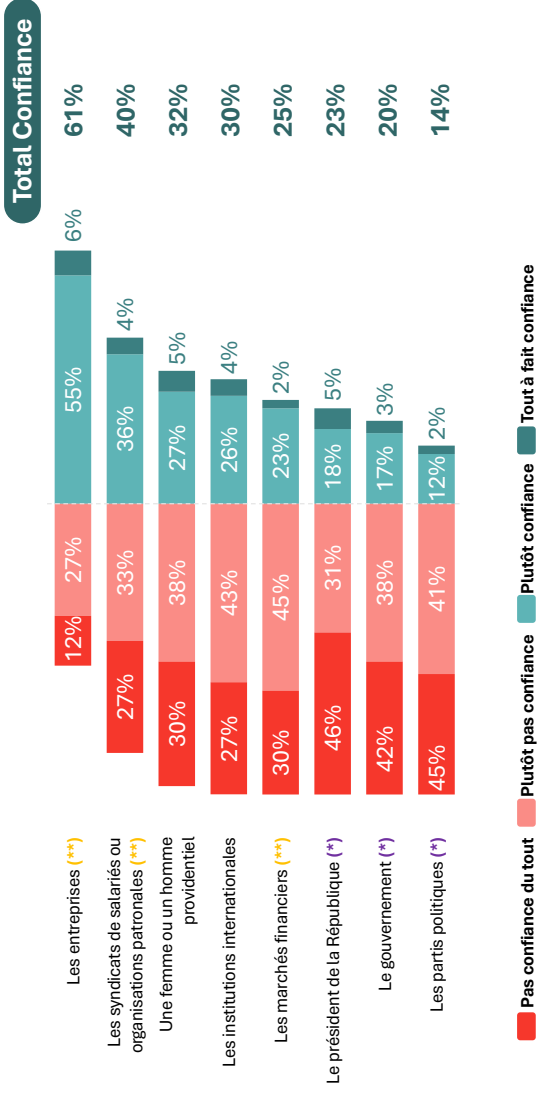
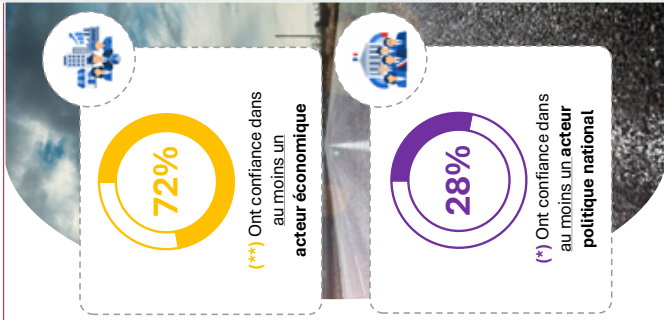


C

Acteurs et leviers pour stimuler l'économie française

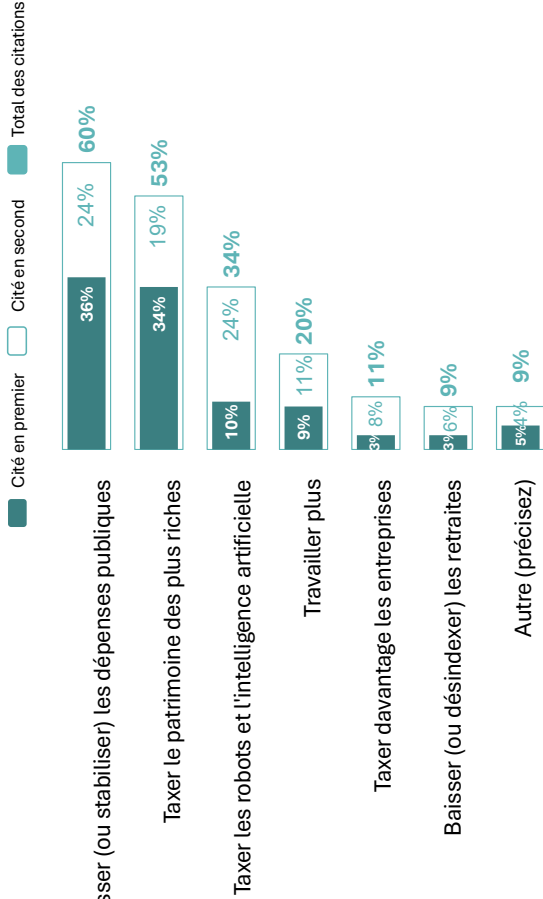
La confiance accordée à divers acteurs pour assurer l'avenir économique de la France

Question : Pour chacun des acteurs suivants, diriez-vous que vous lui faites tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout pour assurer l'avenir économique de la France ?



La mesure jugée la plus efficace pour réduire la dette publique

Question : Pour réduire la dette publique, quelles seraient selon vous la mesure la plus efficace ?



(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.



La mesure jugée la plus efficace pour réduire la dette publique

- Focus selon le profil sociodémographique



Question : Pour réduire la dette publique, quelles seraient selon vous la mesure la plus efficace ?

Qui sont les Français qui ont mentionné chacune de ces mesures (« Total des citations ») ?

Selon la proximité politique

	Ensemble des Français	La France insoumise	Parti socialiste	Les Écologistes (ex-EELV)*	TOTAL Majorité présidentielle	Les Républicains	Rassemblement National	Sans sympathie partisane
Baisser (ou stabiliser) les dépenses publiques	60%	31%	66%	50%	64%	89%	61%	64%
Taxer le patrimoine des plus riches	53%	73%	81%	87%	41%	17%	44%	54%
Taxer les robots et l'intelligence artificielle	34%	30%	31%	31%	36%	33%	37%	38%
Travailler plus	20%	9%	5%	9%	36%	50%	19%	21%
Taxer davantage les entreprises	11%	36%	12%	21%	11%	2%	6%	5%
Baisser (ou désindexer) les retraites	9%	14%	4%	1%	11%	1%	8%	8%
Autre	9%	5%	-	-	1%	8%	19%	7%

03

Les principaux enseignements

1. En déclaratif : une familiarité générale de la population avec les questions économiques, mais une culture économique également traversée par de profondes disparités sociales et éducatives

- **Appréhendée au travers de deux indicateurs, l'intérêt porté aux questions économiques et l'auto-évaluation du niveau de connaissance de plusieurs notions, la culture économique déclarée des Français apparaît davantage fondée sur une familiarité générale que sur un intérêt soutenu ou une maîtrise approfondie.**
 - **Les questions économiques semblent motiver une majorité de Français : 62% déclarent aujourd'hui s'y intéresser**, soit un niveau proche (bien que légèrement en deçà), de celui observé en 2017. Cette majorité doit toutefois être nuancée au regard de l'intensité de cet intérêt. Seuls 17% des répondants se disent en effet « très intéressés ». À l'inverse, près de quatre Français sur dix restent à distance de ces sujets (38%), et parmi eux, 10% ne s'y intéressent même « pas du tout ».
 - Au regard de l'auto-évaluation de leur aisance à l'égard de diverses notions économiques :
 - **D'une part, les répondants semblent disposer de quelques repères sur les principales notions économiques** : pour chacune de celles testées, entre 76% et 84% des répondants déclarent en avoir au moins entendu parler (même s'ils en ont une connaissance imprécise et qu'ils « auraient du mal à les expliquer ») et deux tiers estiment même connaître « très bien » ou « plutôt bien » au moins l'une d'entre elles (67%).
 - **D'autre part, aucune des notions proposées n'est « maîtrisée » par une nette majorité d'entre eux**. Si les notions de « dette publique » et de « déficit public » sont celles avec lesquelles les Français semblent les plus à l'aise, respectivement 50% et 48% des répondants seulement déclarent en avoir une « très bonne » ou « assez bonne » connaissance. Par ailleurs, « le budget de l'Etat » n'est bien connu que par 44% des répondants, le « PIB » par 41% et le « fonctionnement du marché du travail » par 39%. « L'impôt sur les sociétés » constitue la notion la moins familière, avec seulement 32% de Français estimant bien la connaître. **Cette maîtrise apparaît d'autant plus limitée que la part de répondants affirmant pouvoir expliquer ces notions « clairement et en détail » demeure systématiquement inférieure à 10%.**
- **Ces résultats masquent toutefois de fortes disparités selon les profils socio-économiques.**
 - **Les publics les mieux dotés en ressources scolaires et/ou économiques se distinguent à la fois par un intérêt plus marqué pour les questions économiques et par une plus grande aisance déclarée à l'égard de l'ensemble des notions testées.** Ainsi, les profils qui se distinguent systématiquement sur ces deux aspects sont les hommes, les dirigeants d'entreprise, les diplômés du supérieur (2^e ou 3^e cycle) ainsi que les Français les plus aisés financièrement. Ce lien entre intérêt et sentiment de connaissance se vérifie directement : selon les notions, les répondants qui se disent « très intéressés » par l'économie enregistrent des scores de connaissance supérieurs de 43 à 61 points à ceux observés parmi les répondants qui ne s'y intéressent « pas du tout ».
 - L'âge constitue toutefois une exception à cette logique. Si l'intérêt pour l'économie augmente nettement au fil des générations, les plus âgés ne se distinguent pas systématiquement par un sentiment de meilleure maîtrise des notions économiques testées.



2. Dans la pratique : une maîtrise partielle des ordres de grandeur économiques testés

- Après avoir invité les répondants à évaluer eux-mêmes leur niveau de connaissance, l'enquête a cherché à mesurer plus concrètement leurs repères économiques réels au travers de six questions de connaissance.
- Dans l'ensemble, **les Français ne sont pas totalement dépourvus de repères** : 86% apportent au moins une bonne réponse à l'une de ces six questions.
- **Ce résultat doit toutefois être relativisé**, puisque les répondants obtiennent en moyenne 2,2 bonnes réponses sur 6. Dans le détail, pour aucune des questions posées, une majorité de répondants a été en capacité de donner la bonne réponse.
 - **Le montant du salaire net médian constitue le repère le mieux connu** : 48% l'évaluent correctement à 2 200 euros par mois. Une proportion presque équivalente le sous-estime néanmoins, 42% le situant à 1 700 euros.
 - **Les connaissances relatives à la place de la France dans l'économie mondiale apparaissent plus incertaines**. Seuls 31% des répondants situent correctement la France à la 25^e place mondiale en matière de PIB par habitant. Les autres se répartissent de manière presque égale entre ceux qui surestiment son rang (33%) et ceux qui le sous-estiment (36%), signe qu'aucune représentation dominante de la position économique du pays ne se dégage véritablement.
 - **Les finances publiques s'avèrent encore moins bien maîtrisées**. Seuls 26% des Français savent que le déficit de l'État représente environ 40% par rapport à ses recettes, tandis que 22% identifient correctement la santé et les retraites comme ses deux principaux postes de dépenses. Très présentes dans le débat politique et médiatique, notamment sur fond de tensions internationales et de crainte de la guerre, la défense est, à tort, particulièrement surestimée : elle est le poste le plus fréquemment cité en premier (35%) et recueille 54% de citations au total (contre 58% pour la santé et 42% pour les retraites).
 - **Enfin, les repères relatifs au fonctionnement des entreprises figurent parmi les plus fragiles**. Seuls 17% évaluent correctement à 3 700 euros le coût total pour l'employeur d'un salarié rémunéré 2 200 euros nets. De même, 18% seulement savent que les grandes entreprises sont celles qui embauchent le plus en France, quand une majorité relative désigne les PME (51%).
- **Les profils obtenant les meilleurs résultats ne recoupent toutefois que partiellement ceux qui déclaraient, dans la première partie, être les plus à l'aise avec les questions économiques**. Alors que la connaissance perçue variait très nettement selon le sexe, la catégorie socioprofessionnelle ou encore le niveau de diplôme, le score global de bonnes réponses **fait surtout apparaître des écarts selon le niveau de vie** : les catégories aisées et les classes moyennes supérieures obtiennent en moyenne 2,4 bonnes réponses sur 6, contre 1,9 parmi les catégories les plus pauvres. Les moins de 35 ans se situent également légèrement en retrait, avec une moyenne de 2 bonnes réponses.



3. Préparer l'avenir économique de la France : une confiance davantage tournée vers les entreprises, sur fond de défiance à l'égard de l'État

- **Face à la défiance politique, les entreprises apparaissent comme les acteurs les plus crédibles pour préparer l'avenir économique de la France**
- Dans un contexte de forte défiance institutionnelle, **les entreprises se distinguent nettement comme l'acteur auquel les Français font le plus confiance pour assurer l'avenir économique du pays (61%)**. Ce constat corrobore les enseignements d'autres enquêtes menées par l'Ifop, soit une métamorphose de leur image : elles apparaissent désormais comme des acteurs de confiance, auxquels les Français reconnaissent une capacité concrète à agir sur l'avenir économique du pays. Les autres acteurs économiques sont ensuite cités, mais à des niveaux moins élevés : 40% pour les syndicats de salariés ou organisations patronales et 25% pour les marchés financiers.
- **Au total, 72% des répondants accordent leur confiance à au moins un acteur économique, contre seulement 28% à au moins un acteur politique national** : le président de la République (23%), le gouvernement (20%) et, plus encore, les partis politiques (14%) se situent très loin derrière.
- **Cette confiance dans les entreprises s'accompagne d'une position plutôt favorable à leur compétitivité**. Une majorité de Français se prononce en faveur d'une baisse de l'impôt sur les sociétés, afin de laisser davantage de moyens aux entreprises pour investir, embaucher ou se développer (51%). Un peu plus d'un tiers souhaite maintenir son niveau actuel (36%), tandis que seuls 13% privilégient son augmentation pour accroître les recettes de l'État.
- **Les Français portent par ailleurs un diagnostic consensuel et sévère sur la gestion des finances publiques par l'État**
- **Le crédit accordé aux entreprises contraste avec le jugement porté sur la gestion économique de l'État**. Malgré leur connaissance imprécise des finances publiques, les Français expriment un diagnostic particulièrement tranché sur les causes du déficit : près des trois quarts l'attribuent à une mauvaise gestion des dépenses publiques par l'État (73%). Les autres explications apparaissent très minoritaires : 11% évoquent un trop grand nombre d'investissements, 10% des recettes fiscales insuffisantes et 6% une situation naturelle. Ce diagnostic apparaît légèrement moins répandu qu'en 2017, lorsqu'il était partagé par 80% des répondants, mais demeure cette année encore très largement dominant.
- **Des contrastes d'intensité se dessinent cependant selon la proximité partisane** : « Ce constat est particulièrement répandu parmi les sympathisants du Parti socialiste (83%), des Républicains (82%) et du Rassemblement national (81%). S'il est moins fréquent parmi les sympathisants de La France insoumise (59%) et de Renaissance (64%), il demeure majoritaire quelle que soit la sympathie partisane.



- **Les moyens de réduire la dette cristallisent en revanche de forts clivages politiques**

- **Derrière un diagnostic largement partagé sur la mauvaise gestion de l'État, deux approches pour redresser les finances publiques dominent à des niveaux proches** : la diminution (ou stabilisation) des dépenses publiques (60% de citations) ainsi que la taxation du patrimoine des plus riches (53%). Ces deux mesures arrivent également presque à égalité lorsqu'une seule réponse prioritaire est considérée (respectivement 36% et 34%).

- Les autres mesures sont nettement moins citées : 34% des répondants mentionnent la taxation des robots et de l'intelligence artificielle, 20% le fait de travailler davantage, 11% une hausse de la fiscalité des entreprises et 9% la baisse ou la désindexation des retraites.

- **Cette hiérarchie révèle toutefois des lignes de fracture politiques particulièrement fortes**. La baisse des dépenses est plébiscitée par les sympathisants des Républicains (89%), qui se montrent également très favorables au fait de travailler davantage (50%). À gauche, la taxation du patrimoine des plus riches est privilégiée par les sympathisants de La France insoumise (73%), socialistes (81%) et écologistes (87%), tandis que ceux de La France insoumise se distinguent également par leur soutien à une hausse de la fiscalité des entreprises (36%). **Ainsi, si le constat d'une mauvaise gestion des finances publiques dépasse largement les clivages partisans, les solutions à mettre en œuvre pour y remédier restent profondément idéologiques.**

Conclusion :

Cette étude met en évidence une certaine familiarité des Français avec les questions économiques lorsqu'ils sont invités à évaluer eux-mêmes leur niveau d'intérêt et d'aisance. Cette familiarité d'ensemble ne doit toutefois pas masquer les profondes disparités scolaires et sociales qui traversent la culture économique déclarée : l'intérêt pour ces sujets, comme le sentiment de les maîtriser, apparaît nettement plus élevé parmi les répondants les mieux dotés en capital économique et scolaire.

Dans la pratique, lorsque des questions de connaissance leur sont posées, les Français semblent disposer de repères généraux sur l'économie, sans toujours maîtriser précisément les ordres de grandeur, en particulier à l'égard des finances publiques et des questions relatives aux entreprises. Leurs représentations apparaissent également sensibles à la place accordée à certains sujets dans le débat public, comme l'illustre la surestimation des dépenses de défense.

Au-delà de ces constats, les entreprises bénéficient d'un crédit nettement supérieur à celui accordé aux acteurs politiques pour préparer l'avenir économique du pays. Cette hiérarchie s'inscrit dans un contexte de forte défiance à l'égard de l'État et des acteurs politiques.

Enfin, si le diagnostic porté sur la gestion des finances publiques est largement partagé, les solutions envisagées pour réduire la dette restent profondément déterminées par les préférences politiques.



Conseil d'orientation de l'Institut de l'Entreprise

Président

Pierre-André de Chalendar

Conseil d'orientation

Emmanuel Benoist
Godefroy de Bentzmann
Olivier Bogillot
Jean-Marc Borello
Cécile Brucker
Philippe Carli
Stéphane Degraeve
David Dupont-Noel
Myriam El Khomri
Béatrice Kosowski
Olivier Lenel
Laurent Marquet de Vasselot
Beñat Ortega
Stéphane Pallez
Philippe Pascal
Jean-Luc Placet
Dominique Restino
Jacques Richier
Estelle Sauvat
Christian Schmidt de La Brélie

Présidents d'honneur

Antoine Frérot
Xavier Huillard
Michel Pébereau

Directrice générale

Flora Donsimoni

Institut de l'Entreprise

29 rue de Lisbonne

75008 PARIS

